

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 27 mai 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°392 ■

LIGNE FERROVIAIRE BÉCHAR-TINDOUF-GARA DJEBILET
Déclaration d'utilité publique de la réalisation du 2^e et 4^e tronçon du projet

P 6

RACCORDEMENT AU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
ET DISTRIBUTION DU GAZ

450 milliards DA déboursés en quatre ans

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a présenté le bilan de son secteur en matière d'électricité. En effet, les efforts consentis par l'Etat, à travers le Groupe Sonelgaz, ont permis d'atteindre un taux de couverture de 99%, avec plus de 11,87 millions de clients raccordés aux réseaux d'électricité et un taux de raccordement au réseau du gaz de 69%, soit 7,7 millions de clients. P 3



CONCOURS "HUAWEI ICT COMPETITION" EN CHINE

Des étudiants algériens remportent le grand prix



Des étudiants algériens ont remporté le grand prix dans le domaine du "Réseau et Cloud" et le premier prix dans le domaine de "l'Informatique" après leur participation à un concours international organisé par l'entreprise "Huawei" des technologies de l'information et de la communication (Huawei ICT Competition) en Chine, a indiqué hier un communiqué de cette entreprise.

P 2

RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE

Cap sur la transition énergétique

La généralisation de l'utilisation des énergies renouvelables, à travers l'installation de systèmes fonctionnant à l'énergie solaire, permettra une réduction significative de la facture d'électricité, et créera une source de revenus pour les collectivités locales. Le professeur Nouredine Yassa, commissaire aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, a estimé qu'il est nécessaire d'accélérer la cadence des réalisations dans le domaine des énergies renouvelables en vue d'amorcer la transition énergétique, et par conséquent, assurer la sécurité énergétique à moyen et à long terme.

P 3

ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BAD

La réforme de l'architecture financière mondiale au centre des débats

La réforme de l'architecture financière mondiale comme moteur de la transformation économique en Afrique sera au cœur des débats lors des Assemblées annuelles du groupe de la Banque africaine de développement (BAD), qui se tiendront du 27 au 31 mai à Nairobi (Kenya).

P 5

ARKAB RECOIT LE MINISTRE MOZAMBICAÏN DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Les possibilités de coopération entre les deux pays examinées P 2

CACI

Session de formation sur la lecture et la conclusion de contrats P 5

MOISSON-BATTAGE 2023/2024

Une production de 60.000 quintaux de céréales attendue à Ghardaïa P 16

L'INESG ORGANISE UNE
CONFÉRENCE SUR LE SYSTÈME
DE SOINS EN ALGÉRIE
**L'importance du
principe de la gratuité
des soins soulignée**

L'Institut national d'études de stratégie globale (INESG) a organisé, samedi à Alger, une conférence sur "le système de soins en Algérie", animée par un panel d'experts et de spécialistes de la santé. Dans son intervention lors de cette conférence, à laquelle a assisté le directeur général de l'Institut, M. Abdelaziz Medjahed, le directeur du Groupe de recherche en Anthropologie de la santé (GRAS), Pr. Mohamed Mebtoul, a souligné l'importance du "principe de la gratuité des soins", en vigueur en Algérie depuis l'indépendance, notamment en ce qui concerne la "vaccination des enfants", qui a contribué, a-t-il dit, à la "prévention de nombreuses maladies". Le professeur a également plaidé pour le "renforcement de la recherche et la prospective dans tous les domaines liés au système de santé et de soins", afin d'aider les autorités publiques à "prendre des décisions appropriées dans ce secteur vital". L'intervenant a insisté sur la nécessité "d'améliorer le processus de communication entre tous les acteurs du système de santé, notamment les services d'urgence" afin de "renforcer la confiance entre le patient et le médecin". Pour sa part, le spécialiste en économie de la santé à l'Université de Constantine, Pr. Brahim Brahamia, a souligné la nécessité de "renforcer la prévention" afin de "rationaliser et de maîtriser les dépenses du secteur de la santé", appelant à cet égard, à recourir à l'intelligence artificielle et à la numérisation dans les différentes activités de soins et de santé en général", en adéquation avec les progrès technologiques dans ce domaine. Au cours des différentes interventions, plusieurs professeurs et experts ont salué le "bond remarquable réalisé par le secteur de la santé ces dernières années", tout en soulignant la nécessité d'"intensifier le rythme de la formation continue des spécialistes dans les différents domaines de la santé".

R E.

CONCOURS "HUAWEI ICT COMPÉTITION" EN CHINE

Des étudiants algériens remportent le grand prix

Des étudiants algériens ont remporté le grand prix dans le domaine du "Réseau et Cloud" et le premier prix dans le domaine de "l'Informatique" après leur participation à un concours international organisé par l'entreprise "Huawei" des technologies de l'information et de la communication (Huawei ICT Compétition) en Chine, a indiqué hier un communiqué de cette entreprise.

Par Slimane T

«**L**es étudiants algériens ont dominé le concours "Huawei ICT Compétition" en Chine. Les trois groupes ayant participé ont été primés, dont deux ont remporté le grand prix dans le domaine du +Réseau et cloud+ (Network and Cloud) et le premier prix dans le domaine de +l'Informatique+ (Computing)", a précisé la même source. À cette occasion, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message de félicitations aux étudiants algériens lauréats du concours international. « Très fier de nos chers étudiants des Universités de Bejaïa, Sidi Bel Abbes, Oran, Alger et Batna pour cette nouvelle distinction après avoir décroché la première place mondiale dans l'une des catégories de l'informatique au Concours de « Huawei ICT Compétition » organisé à Shenzhen (Chine), et le grand prix des technologies de l'infor-

mation et de la communication », a écrit le Président Tebboune sur son compte personnel sur les réseaux sociaux. « Félicitations à l'Algérie pour cette nouvelle génération scientifique qui trace la voie vers un avenir prospère pour notre pays. Mes salutations et mes remerciements les plus sincères à vous tous », a ajouté le président de la République. Pour sa part, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a adressé ses chaleureuses félicitations aux étudiants lauréats. "Félicitations aux étudiants des universités de Sidi Bel Abbès, Oran, Béjaïa, Alger et Batna pour cette distinction internationale", a-t-il écrit. De son côté, l'entreprise Huawei a félicité les étudiants algériens pour cette distinction. « Huawei Algérie est fière de soutenir les étudiants algériens issus de diverses institutions éducatives, y compris l'École Supérieure d'Informatique de Sidi Bel Abbès, l'Université de Béjaïa, l'École Nationale Supérieure des Technologies de

l'Information et de la Communication et des Postes, l'Université Houari Boumediene des Sciences et Technologies, l'École Supérieure d'Informatique d'Alger, l'Université Batna 2 et l'Université des Sciences et Technologies Mohamed Boudiaf d'Oran», indique Huawei Algérie dans un communiqué. Cet événement a réuni au niveau nationale 2000 étudiants de 40 universités et instituts dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ainsi que du secteur des postes et télécommunications, et au niveau mondial plus de 120 000 étudiants de 80 pays. Il convient de rappeler que les équipes algériennes avaient remporté l'année dernière en Chine le premier prix mondial dans les catégories CLOUD et NETWORK, ainsi que le deuxième prix dans la catégorie informatique lors du concours international des technologies de l'information et de la communication de Huawei.

M. ARKAB REÇOIT LE MINISTRE MOZAMBICAIN DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Les possibilités de coopération entre les deux pays examinées

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, hier au salon d'honneur de l'Aéroport international d'Alger Houari-Boumediene, le ministre de l'Economie et des Finances de la République du Mozambique, Ernesto

Max Tonela, qui effectue une visite de travail en Algérie à la tête d'une délégation multisectionnelle, indique un communiqué du ministère. Cette visite, qui s'étale du 26 au 31 mai, "permettra d'examiner les possibilités de coopération entre l'Algérie et le Mo-

zambique et de concrétiser des projets de coopération convenus lors de la visite du président de la République du Mozambique en Algérie les 28 et 29 février 2024", précise la même source. La visite sera "l'occasion d'examiner les moyens de coopé-

ration à même de développer et d'établir un partenariat entre les deux pays dans le domaine de l'énergie, notamment après la signature d'un memorandum d'entente entre les deux parties en février 2024", conclut le communiqué.

MAISON DE RETRAITE DAR EL AMAL À BLIDA

LG Electronics Algérie célèbre la Fête des Mères

Par A. B.

LG Electronics Algérie, une entreprise socialement responsable et fortement engagée auprès des communautés démunies, a célébré la Fête des Mères en partenariat avec l'association YesWe Can. Une journée mémorable a été passée à la maison de retraite Dar El Amal à Blida, marquée par une ambiance de partage et de bien-être. Cet événement a permis de célébrer les mères âgées résidant dans cet établissement et de leur apporter le sourire.

L'événement a été honoré par la présence de la presse, des employés de LG, ainsi que des bénévoles de l'association YesWe Can. Les résidentes de la maison de retraite ont partagé un repas convivial et ont reçu des produits LG, améliorant ainsi leur confort quotidien. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'engagement continu de LG Electronics Algérie envers la communauté et les populations démunies. En offrant des moments de convivialité et de soutien, LG aspire à renforcer les liens sociaux et à apporter du réconfort aux personnes âgées souvent isolées.

«Nous sommes fiers de réaffirmer notre engagement social et de participer activement à des actions qui ont un impact positif sur notre communauté», a déclaré M. Nabi MUSTAPHA, Directeur Marketing de LG Electronics Algérie, en indiquant que cette journée passée à la maison de retraite Dar El Amal n'est qu'un exemple parmi d'autres de notre volonté de soutenir toutes les catégories de la population. L'association YesWe Can, qui œuvre dans des actions caritatives à travers tout le territoire national, a exprimé sa satisfaction de collaborer avec LG Elec-

tronics Algérie. «Nous sommes ravis de travailler avec une entreprise aussi engagée que LG», a déclaré M. Samir Bourezk, président de l'association YesWe Can. «Cette collaboration nous permet d'atteindre un plus grand nombre de personnes dans le besoin et de leur apporter un soutien précieux». En tant qu'entreprise citoyenne, LG Electronics Algérie œuvre à promouvoir et à valoriser les actions de solidarité et d'entraide, confirmant ainsi son attachement indéfectible aux actions d'intérêt général au sein de la société algérienne.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RACCORDEMENT AU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ ET DISTRIBUTION DU GAZ

450 milliards DA déboursés en quatre ans

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a présenté le bilan de son secteur en matière d'électricité. En effet, les efforts consentis pas l'Etat, à travers le Groupe Sonelgaz, ont permis d'atteindre un taux de couverture de 99%, avec plus de 11,87 millions de clients raccordés aux réseaux d'électricité et un taux de raccordement au réseau du gaz de 69%, soit 7,7 millions de clients.

Par Sirine R

Arkab qui s'exprimait à l'ouverture d'une rencontre regroupant les directeurs de l'Energie et des mines et des directeurs de distribution du groupe Sonelgaz, a fait savoir que les divers programmes engagés par l'Etat, d'une valeur de 450 milliards de DA, ont permis de raccorder 2,4 millions de foyers au gaz et 450 000 foyers à l'électricité ces dernières années. Et d'ici fin 2025, «nous visons à raccorder 340 000 foyers supplémentaires à l'électricité et 140 000 foyers au gaz, ce qui nécessite 140 milliards DA d'investissements publics», affirme le ministre, en assurant que tout le monde est mobilisé pour y parvenir à la concrétisation de cet ambitieux programme dans les délais. Il a fait savoir également que «notre infrastructure énergétique a également été renforcée au cours de la période 2020-2024, avec l'installation de 4 200 MW de nouvelle capacité électrique (soit 16% du total), et la construction de 4 115 km de nouvelles lignes de transport d'électricité et de 44 000 km de réseau de distribution d'électricité, en plus de 2 192 km de réseau de transport de gaz et 43 500 km de réseau de distribution de gaz, ce qui représente 27% du réseau total». Tout cela a permis d'accompagner, dit-il, le développement économique en raccordant à l'électricité 64 268 zones agricoles, en plus de 12 375 autres zones

agricoles en cours d'achèvement. Dans le domaine industriel, 38 zones industrielles et 19 autres zones d'activités ont été raccordées également au réseau d'électricité, ajoute-t-il. Concernant le gaz, le ministre fait savoir que «nous avons raccordé 19 zones industrielles et 40 zones d'activités, et la mise en œuvre du programme "zones d'ombre" a permis d'approvisionner en électricité 95 000 foyers et 331 212 foyers au gaz depuis son lancement en 2020». Sur un autre plan, le ministre a annoncé l'installation de 5,6 millions de détecteurs de monoxyde de carbone ont été installés dans les foyers, sur un total de 22 millions de détecteurs visés. Enfin, le ministre Arkab a exprimé l'engagement du secteur à accélérer le processus de transformation énergétique, avec le lancement d'un programme d'énergies renouvelables d'une capacité de 15.000 mégawatts, à commencer par 3.000 mégawatts d'énergie solaire photovoltaïque, dont les contrats ont été récemment signés, notant également moment où le secteur travaille à la mise en œuvre de l'infrastructure pour la mobilité électrique, où 277 bornes de recharge ont été installées, avec l'objectif d'installer 700 bornes d'ici 2024. Par ailleurs, le ministre a indiqué que l'Etat poursuivra ses efforts pour la production nationale en gaz naturel, avec l'objectif de produire 200 milliards de mètres cubes de gaz na-

turel d'ici les cinq prochaines années. S'agissant des réalisations du groupe Sonelgaz en 2023, il a activement renforcé son système de gestion, et complété sa réorganisation structurelle, et ce conformément aux directives des autorités supérieures qui visent à recentrer le Groupe sur ses missions principales. Cette restructuration a conduit à une réduction significative du nombre de filiales, désormais limitées à 11, y compris la société mère. En ce qui concerne la mobilité électrique, 308 stations de recharge pour véhicules électriques ont été installées sur les 1 000 prévues, avec une finalisation prévue pour fin 2024. Le projet ambitieux de 15 000 MW d'énergies renouvelables d'ici 2035 a été lancé en 2023, avec des contrats signés et le début des travaux prévu pour mars 2024. Cette première phase inclut la construction de 19 centrales solaires photovoltaïques réparties dans plusieurs wilayas. Enfin, Sonelgaz a réalisé des revenus record de 219 millions d'euros grâce à l'exportation d'électricité, d'équipements et de services, notamment dans la formation pour des compagnies africaines. Ces initiatives illustrent l'engagement de Sonelgaz à moderniser ses infrastructures, à améliorer le service public et à contribuer au développement durable à travers des projets d'envergure. Les prévisions pour 2024 confirment cette dynamique avec la finalisation des projets en cours et le lancement de nouvelles initiatives stratégiques.

ENERGIES RENOUVELABLES

Le CDER organise du 28 au 30 mai "The International Renewable Energy Days"

Le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) organise du 28 au 30 mai à Alger "The International Renewable Energy Days" (IREnDays2024), a-t-il annoncé dimanche dans un communiqué. Inscrit dans le cadre des activités scientifiques du CDER et placé sous le haut patronage du ministère de l'Enseignement supérieur et le Recherche scientifique, le IREnDays2024 fera un focus particulier sur "l'énergie éolienne à travers la 2eme conférence internationale sur l'énergie éolienne et ses applications (2eme ICWEA'24), précise la même source. L'évènement international devra rassembler des experts du monde universitaire, de l'industrie et du gouvernement pour "partager leurs connaissances et leurs idées dans le domaine des énergies renouvelables". Selon la même source le IREnDays2024 vise à "offrir un forum international aux chercheurs, ingénieurs, professionnels pour présenter les derniers développements et avancées scientifiques de leurs recherches". Le CDER souligne également que cet événement international sur les énergies renouvelables "pleinement aligné sur les Objectifs de développement durable (ODD), intervient à un moment critique de l'effort mondial visant à lutter contre le changement climatique et à accélérer la transition vers des sources d'énergie renouvelables". Il devrait, assure-t-on "contribuer à l'effort mondial visant à parvenir à un avenir plus durable et plus équitable".

RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE

Cap sur la transition énergétique

Par Réda Hadi

La généralisation de l'utilisation des énergies renouvelables, à travers l'installation de systèmes fonctionnant à l'énergie solaire, permettra une réduction significative de la facture d'électricité, et créera une source de revenus pour les collectivités locales. Le professeur Noureddine Yassa, commissaire aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, a estimé qu'il est nécessaire d'accélérer la cadence des réalisations dans le domaine des énergies renouvelables en vue d'amorcer la transition énergétique, et par conséquent, assurer la sécurité énergétique à moyen et à long terme. Et en cela l'énergie solaire, est un atout important dans la transition énergétique, et cela d'autant plus que l'Algérie possède tous les atouts pour la réussir. Nouredine Yassa a affirmé chez nos confrères de la radio nationale, que la transition énergétique renforce la sécurité énergétique et la prospérité économique multisectorielle. Pour ce commissaire, la généralisation du solaire prend forme conformément aux directives du président de la République qui insiste à aller vers le développement des renouvelables et l'efficacité énergétique dans les zones d'ombre et la dimension multisectorielle. Et de rappeler les dernières orientations du président de la République, notamment en ce qui concerne la généralisation de l'utilisation des énergies renouvelables en Algérie, en ordonnant d'exiger à toutes les

communes du pays l'utilisation de l'énergie solaire pour l'éclairage public. Ajoutant qu'il y a des programmes qui ont été lancés à l'initiative de certains secteurs, comme celui des collectivités locales visant des établissements publics tels que les écoles, l'éclairage public et les mosquées, a-t-il expliqué. Avant de préciser que ces programmes ont connu un essor considérable qui a permis de tirer des leçons par rapport aux aspects techniques. Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, il y a une consommation s'élevant à 2 700 milliards de centimes annuellement par les communes, et les installations municipales figurent parmi les lieux qui consomment le plus d'électricité au sein des communes. Revenant sur la stratégie adoptée par l'Algérie, il a précisé, que celle-ci tient compte des ressources naturelles, notamment le solaire et l'éolien dans le contexte local sans cesse croissant. Selon M. Yassa, cette politique est basée sur une feuille de route qui vise à diversifier le mix énergétique en déployant les énergies renouvelables pour la maîtrise de la demande et de la consommation de l'énergie. Ces directives du président insistent sur la mise en place des mécanismes et des moyens technologiques efficaces pour réussir à atteindre cette politique de transition énergétique au niveau national. Cette transition, dit-il, tient compte, selon le programme du gouvernement, du contexte national, visant le renforcement de la sécurité énergétique à court, moyen

et long terme et de participer à la prospérité économique que ce soit dans l'industrie, dans l'ensemble des secteurs et notamment dans l'agriculture. Le Commissaire aux énergies renouvelables souligne que ces ressources ne sont pas là uniquement pour la consommation, mais aussi pour amorcer une dynamique économique afin d'accompagner l'ensemble du programme. Cette dynamique, suit des objectifs fixés pour 2035, en matière de développement des énergies renouvelables, afin d'atteindre le plafond de capacité de 15.000 Mégawatts (Mgw), dont la première tranche a été lancée pour la réalisation de 3.000 Mgw. En parallèle, au niveau des collectivités locales, et ce, en réponse à l'insistance du président de la République de doter les zones isolées en kits solaires, estimés jusque-là, à 6000 unités distribuées dans ces zones. Cette feuille de route, a été tracée en 2020 dans le cadre du programme du gouvernement et l'exécution du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Création de milliers d'emplois

Le deuxième plan de ce programme est bel et bien entamé comprenant la solarisation des écoles, et ce, pour la réalisation de multiples objectifs comme la réduction de consommation des collectivités locales et sensibiliser, en termes de pédagogie, les générations futures par la solarisation

énergétique des écoles, dont le chiffre a atteint 1200 écoles solarisées. Le programme du président de la République table aussi sur l'éclairage intelligent, et en ce sens, 130.000 panneaux solaires de l'éclairage public sont déjà fonctionnels avec des lampes LED. Aussi, selon M Yassa, il a été initié un programme pour doter les fermes agricoles avec le système de pompage solaire pour l'irrigation, ainsi que pour les systèmes de communication qui ont des relais un peu partout. Et d'ajouter que ces initiatives vont être multipliées dans les secteurs comme le tourisme et l'industrie qui sont aussi visés par ce programme présidentiel, à l'image de cette usine qui s'est dotée de 500 Kilowatts générés à partir d'une toiture en panneaux solaires. De son avis, les 3000 Mégawatts réalisés vont, à elles seules, créer des milliers d'emplois, via des entreprises locales pour le montage des kits solaires à l'horizon 2030-2035. Bien qu'approximatif, l'orateur informe qu'un bilan établi au niveau des collectivités comptabilise quelque 400 emplois dans l'installation de ces systèmes. L'expert a aussi mis l'accent sur des solutions alternatives au financement étatique de tous ces grands projets. Il s'agit selon lui, d'autres options pour aller vers des projets de petite taille qui permettent la création des micro-entreprises et des startups, afin de créer des petits projets de 50 à 500 Kilowatts pour drainer de l'emploi dans le sillage de la généralisation des énergies renouvelables.

NOYADE DE LA PROMENADE DES "SABLETTES" M^{me} Chorfi supervise l'accompagnement psychologique des enfants et des familles des victimes

La Déléguée nationale à la Protection de l'enfance, Meriem Chorfi, a supervisé, samedi dans la wilaya de Médéa, l'opération d'accompagnement psychologique des familles des victimes de la noyade de la Promenade des "Sablettes" ainsi que les enfants ayant pris part à l'excursion, organisée le 11 mai courant et qui a tourné au drame en coutant la vie à cinq enfants. Intervenant à Ain-Boucif, commune du sud de la wilaya de Médéa, d'où étaient originaires les victimes de la noyade, Mme Chorfi a indiqué que l'accompagnement psychologique est destiné, à la fois, aux parents des enfants noyés, aux enfants rescapés et ceux ayant assisté au drame, et "témoigne de l'intérêt qu'accordent les pouvoirs publics à la prise en charge des citoyens en détresse". Elle a ajouté que la prise en charge psychologique qui "intervient à l'approche des examens de fin d'année scolaire, répond à un besoin que ressentent les élèves qui ont perdu leurs camarades afin de surmonter cette épreuve et aborder dans de meilleures conditions psychologiques ces épreuves". Un groupe de médecins psychologues affiliés à la fondation pour la promotion de la santé et du développement de la recherche (Forem) et à l'Instance nationale de protection et de promotion de l'enfance, ont encadré des séances de soutien psychologiques aux élèves de l'école "Mohamed Mohamed" de Ain-Boucif où suivaient leurs cursus scolaire les cinq victimes de la noyade des "Sablettes".

M'SILA Cinq morts et 4 blessés dans un accident de la route à Ain El Hadjel

Cinq personnes ont trouvé la mort et quatre autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu dimanche dans la commune d'Ain El Hadjel, dans la wilaya de M'sila, a-t-on appris auprès de la Protection civile. L'accident, qui s'est produit sur la route nationale (RN) n 40, près du lieudit Ouled Ali, dans la commune d'Ain El Hadjel, lorsque deux véhicules légers et un bus de transport scolaire sont entrés en collision, a causé la mort de cinq personnes et occasionné de graves blessures à quatre autres, selon la même source qui a ajouté que les victimes ont été évacuées à la polyclinique d'Ain El Hadjel.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

ASSEMBLÉES ANNUELLES 2024 DU GROUPE DE LA BAD

Laaziz Faïd représentera l'Algérie

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, se rendra à Nairobi (Kenya), en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour participer aux Assemblées annuelles 2024 du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), qui se tiendront à partir du 27 mai au 31 mai courant, indique samedi un communiqué du ministère L'événement de cette année marque le 60ème anniversaire du Groupe de la BAD et a pour thème «Transformer l'Afrique : le Groupe de la Banque Africaine de Développement et la réforme de l'architecture financière mondiale», explique la même source. Aussi, en sa qualité de Gouverneur de la BAD pour l'Algérie, M. Faïd dirigera, par ailleurs, une délégation de son département ministériel pour participer à une série de réunions et d'événements de haut niveau, a fait savoir le communiqué. Au

programme, figure notamment la Session du Conseil des Gouverneurs, qui sera dédiée à l'examen et l'approbation du bilan de la BAD, à l'adoption des états financiers et des rapports annuels, et aux discussions sur les priorités stratégiques de la Banque. Le programme prévoit également le dialogue des Gouverneurs qui offre une plateforme de dialogue avec le Président et la haute direction de la Banque sur des questions d'importance stratégique pour le Continent et la Banque, souligne le ministre, expliquant que cette année, le dialogue portera essentiellement sur le rôle de la Banque dans la mobilisation du secteur privé dans le contexte de l'agenda de réformes des BMD, et sur la manière d'améliorer la facilitation du secteur privé en vue d'une croissance inclusive et durable en Afrique. Il contient aussi les Evénements de partage des connaissances où les parti-

cipants auront l'occasion d'échanger sur des thématiques importantes, telles que le rôle d'une architecture financière mondiale réformée dans la stimulation de la transformation structurelle en Afrique, et l'impact du Groupe de la BAD sur le développement socio-économique du continent au cours des six dernières décennies, selon le communiqué. Au cours de ces Assemblées, le ministre aura l'occasion de s'entretenir avec ses homologues africains, des dirigeants d'institutions financières régionales et internationales ainsi que d'autres parties prenantes clés, ajoute la même source, affirmant que ces rencontres constitueront une occasion pour discuter des perspectives économiques mondiales, des opportunités d'investissement et de renforcement de la coopération avec l'Algérie dans divers secteurs de développement.

77^e ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ

Le ministre de la Santé reçu à Genève par le DG de l'OMS

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a été reçu, samedi à Genève, par le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, avec lequel il a passé en revue les relations de

coopération entre l'Algérie et l'OMS notamment en matière de prévention, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la participation de M. Saihi aux "travaux de la 77e Assemblée mondiale de la Santé, prévue du 27 mai au 1er juin 2024 à Genève, coïncidant avec la 60e session du Conseil des ministres arabes de la Santé et de son bureau exécutif, qui se tiendra dimanche en marge de l'Assemblée", note le communiqué. Lors de cette rencontre tenue au siège de l'OMS, les deux parties ont abordé "les relations de coopération entre l'Algérie et l'OMS, notamment en matière de prévention, et discuté de la nécessité de soutenir la proposition algérienne de création d'un Centre international de ré-

férence pour la vaccination dans la wilaya de Tamanrasset. Les discussions ont, également, porté sur l'examen de la possibilité d'adopter de nouvelles approches en matière de vaccination, ainsi que sur l'éventualité de créer un réseau africain de formation dans ce domaine. "Un dossier complet sera transmis dans les prochains jours à l'OMS à Genève, pour examiner les moyens à même de concrétiser la proposition de l'Algérie", a ajouté la même source. Au terme de la rencontre, le DG de l'OMS s'est félicité des "efforts consentis par l'Algérie en matière de développement de son système de santé, notamment ces dernières années", affichant sa "volonté de visiter l'Algérie dans les semaines à venir", selon le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 23 ماي 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 23 Mai 2024

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة		المنتجات
DA / Kg			دج / كلف		
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	79	92	65	البطاطا
	Tomate	76	87	65	الطماطم
	Oignon sec	96	105	87	البصل الجاف
	Ail sec	421	489	353	الثوم الجاف
	Ail vert	107	121	94	الثوم الأخضر
	Carotte	69	77	61	الجزر
	Navet	92	101	84	لفت
	Petit pois	240	266	214	الجبانة
	Fève verte	103	114	91	الفول الأخضر
	Courgette	93	103	82	الكوسة
	Haricot vert	256	279	234	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	118	132	105	الخس
Fruits frais	Pomme locale	458	579	337	التفاح المحلي
	Datte	535	664	406	التمر
	Orange	188	232	143	البرتقال
	Citron	160	178	142	الليمون
	Banane	381	395	367	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1707	1836	1577	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	371	384	357	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	100	88	حليب البقر (لتر)

PROGRÈS DANS LES TECHNOLOGIES AGRICOLES ET DE PRODUCTION NATIONALE DE FERTILISANTS

Les organisateurs Sipsa-Filaha affichent leur satisfaction

Le Salon international de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie "Sipsa-Filaha" qui a eu lieu la semaine dernière au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger, a permis notamment de refléter les progrès continus dans les technologies de l'élevage, des grandes cultures et de l'arboriculture, avec la présence remarquable du secteur des fertilisants et produits phytosanitaires algériens, soulignent dimanche les organisateurs.

Par R. E.

Mettant en avant "le grand succès" de cet événement (20-23 mai) qui a englobé aussi deux autres salons, Afrika Food export et Djazaqua sur la pêche et l'aquaculture, la fondation organisatrice Filaha Innov a relevé que le SIPSA a enregistré un record de participation avec 720 exposants nationaux et internationaux venant de 39 pays avec 35.000 visiteurs professionnels. "Nous notons avec satisfaction au niveau du salon SIPSA FILAHA les progrès continus dans les technologies de l'élevage, des grandes cultures et de l'arboriculture avec des mécanisations de mieux en mieux

adaptées aux différents profils d'exploitations paysannes", souligne Filaha Innov dans un communiqué, qui note la présence remarquable et soutenue du secteur des fertilisants et produits phytosanitaires issus de la production nationale. La manifestation a également reflété "le dynamisme du secteur de la santé animale en particulier la progression de l'industrie nationale des médicaments à usage vétérinaire en expression de plus en plus autonome ainsi que la nutrition animale de plus en plus technique, et adapté à l'évolution de nos élevages et de nos régions". En matière de participation, ce salon international spécialisé a été aussi marqué par la présence du

ministre de l'Agriculture de la Mauritanie, invitée d'honneur de cette édition, en compagnie du ministre du développement économique de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), de même que celle de la commissaire à l'Economie rurale et à l'Agriculture de la Commission de l'Union africaine. En marge du salon, indique la même source, s'est tenue la première édition de la conférence panafricaine sur la question alimentaire et qui a permis de soulever les "préoccupations du monde agricole face aux changements géopolitiques dans le monde, et a appelé à compter sur soi, dans un effort commun sous régional pour répondre aux défis qui sont les nôtres". Ainsi, la

conférence a été une occasion d'adopter "un programme de développement d'envergure régionale, l'Organisation de l'agriculture saharienne par intégration et substitution (OASIS) et dont le groupe Saidal est le promoteur, en tant que producteur de matières premières pharmaceutiques de base", informe la même source. La prochaine édition de cette conférence se tiendra au Sénégal du 29 au 31 octobre 2024 en vue de "poursuivre les débats à la lumière de la + Déclaration d'Alger+ qui a tracé la feuille de route d'une dynamique régionale de concertations intellectuelles et pragmatiques autour de projets concrets à définir ensemble", selon Filaha Innov

ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BAD

La réforme de l'architecture financière mondiale au centre des débats

La réforme de l'architecture financière mondiale comme moteur de la transformation économique en Afrique sera au cœur des débats lors des Assemblées annuelles du groupe de la Banque africaine de développement (BAD), qui se tiendront du 27 au 31 mai à Nairobi (Kenya). Les Assemblées annuelles de la BAD, qui seront marquées par la participation de plus de 3.000 délégués, permettront de partager les expériences des pays africains sur les progrès réalisés dans la transformation de leurs économies, les principaux obstacles rencontrés dans ce processus et les réformes clés entreprises pour les surmonter. Les gouverneurs des pays membres au sein de la BAD seront ainsi appelés à exposer leurs positions quant aux réformes de l'architecture finan-

cière internationale et de débattre de la manière dont le système financier mondial actuel a entravé le financement de leurs ambitions relatives à la transformation structurelle. Dans ce cadre, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, se rendra à Nairobi, en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour participer aux Assemblées annuelles du Groupe de la BAD qui auront pour thème: "Transformer l'Afrique: le Groupe de la Banque Africaine de Développement et la réforme de l'architecture financière mondiale". M. Faïd, en sa qualité de Gouverneur de la BAD pour l'Algérie, dirigera une délégation de son département ministériel pour participer à une série de réunions et d'événements de haut niveau qui seront organisés à cette

occasion. La BAD estime que l'architecture financière mondiale actuelle ne permettra pas d'atteindre les objectifs tracés en matière de transformation structurelle, nécessaire pour la transformation socio-économique et le développement de l'Afrique, est-il souligné dans une note distribuée à la presse, à la veille de la tenue de cet événement qui englobe la 59e Assemblée annuelle de la BAD et la 50e Assemblée du Fonds africain de développement. Selon l'institution financière panafricaine, la structure des économies africaines, malgré leur solide croissance au cours des deux dernières décennies, avec une hausse du PIB réel de 4,3% en rythme annuel contre une moyenne mondiale de 2,9%, "n'a pas beaucoup évolué". Chiffres à l'appui, l'institution indique que les

secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services représentent toujours 16%, 33% et 51% respectivement du PIB global de l'Afrique durant les deux dernières décennies, soit le même niveau des années 1990. En outre, l'extrême pauvreté reste la plus élevée au monde (33%), aggravée notamment par la pandémie de Covid-19, selon la BAD soulignant que "si aucune mesure n'est prise pour inverser la courbe de la pauvreté, l'Afrique abritera près de 9 personnes extrêmement pauvres sur 10 (soit 87 %) d'ici à 2030". Par ailleurs, l'Afrique reste la deuxième région du monde où les inégalités économiques sont les plus prononcées, après l'Amérique latine et les Caraïbes, et où l'espérance de vie à la naissance et le nombre d'années de scolarisation sont les plus faibles.

En conséquence, "le continent n'est pas sur la bonne voie pour atteindre la quasi-totalité des Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030", indique la BAD rappelant que le coût de la réalisation des ODD d'ici à 2030 en Afrique est estimé à environ 1.300 milliards de dollars par an, ce qui équivaut à 42% du PIB de l'Afrique. Cette situation "impose une réforme profonde de l'architecture financière internationale afin de financer la transformation structurelle voulue et de mobiliser les ressources indispensables à la réalisation des ODD", selon la Banque qui ambitionne à travers ses Assemblées annuelles 2024 de lancer le débat sur des "solutions originales" pour concrétiser cette réforme.

R. E.

CACI

Session de formation sur la lecture et la conclusion de contrats

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) a organisé, dimanche à Alger, à travers le Centre de Réconciliation, de Médiation et d'Arbitrage (CRMA) une session de formation sur la lecture et la conclusion de contrats au profit d'opérateurs économiques, d'employés en charge des services juridiques, d'avocats et de notaires. Cette session de formation et de sensibilisation de deux jours, vise à "renforcer l'expertise des responsables des affaires juridiques des institutions publiques et privées sur les techniques de négociation et de rédaction de contrats, en particulier pour ce qui est des accords internationaux, avec présentation d'exemples concrets de certains litiges". Le Directeur des Affaires juridiques et du Contentieux à la CACI, Said Bengana, a précisé que cette session s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, M. Tayeb Zitouni, visant à relancer

l'activité du CRMA de la chambre. Un programme annuel a été élaboré à cet effet, comprenant des sessions de sensibilisation et de formation, des journées d'information et de conseil, ainsi que des rencontres pour accompagner les opérateurs économiques en particulier et les différents acteurs du domaine, tels que les avocats, les notaires, les juges et les responsables des services juridiques, afin de garantir la pérennité des relations contractuelles entre opérateurs. Cette session, organisée les 26 et 27 mai, a porté sur les principales formes des différents types de contrats, considérés comme la clé de la relation entre opérateurs pour développer leurs partenariats économiques, promouvoir leurs activités et leurs projets, et contrôler les obligations contractuelles, ce qui conduit à la facilitation des transactions et à la viabilité du contrat. Les participants à la session de formation ont évoqué les moyens d'éviter les litiges, à travers la définition des termes et des

conditions. Mieux les termes et les conditions contractuels qui régissent la relation et les engagements des deux parties contractantes sont définis, plus la relation commerciale est facile et permet de réaliser les objectifs du contrat, d'autant plus que les transactions économiques nécessitent de manière générale une certaine flexibilité, a affirmé M. Bengana. La session permet également aux opérateurs de mieux comprendre comment établir des relations avec les opérateurs étrangers, dans le cadre de la démarche de promotion des exportations, en plus de maîtriser les techniques de négociation, conclure un contrat et régler les litiges à l'amiable, à travers les modes alternatifs de règlement des différends, ce qui est à même d'alléger la pression sur la Justice quant au volume des dossiers. L'opérateur économique est en mesure de régler les différends par la conciliation à travers le Centre de Conciliation, de Médiation et d'Arbitrage géré par la Direction

des Affaires juridiques et des litiges à la CACI qui garantit aux opérateurs la confidentialité et la rapidité des procédures, a-t-il relevé. «Un important nombre de litiges avec des établissements étrangers est dû à la lecture superficielle des contrats conclus et à la mauvaise compréhension des implications, ayant entraîné des pertes considérables aux établissements nationaux», a-t-il ajouté. Lors de la formation, des explications ont été fournies sur les contrats commerciaux et les contrats d'ingénierie, de construction et d'entrepreneuriat, ainsi que les contrats d'achat, de vente et de travail. Cette session a vu la participation de 45 participants parmi les centaines ayant participé aux 3 sessions organisées depuis le début de l'année, qui ont abordé la présentation du rôle de la Direction des Affaires juridiques de la Chambre et du Centre de Conciliation, de Médiation et d'Arbitrage, ainsi que le thème de la Médiation.

LIGNE FERROVIAIRE
BÉCHAR-TINDOUF-
GARA DJEBILET

**Déclaration
d'utilité
publique de la
réalisation du
2e et 4e
tronçon du
projet**

Un décret exécutif portant déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation du projet de la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, sur les tronçons 2 et 4 a été publié au Journal officiel (JO) n° 34. Ce décret n° 24-163 signé par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui le 14 mai en cours, a pour objet de déclarer d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, sur les tronçons 2 (Oum El Assel-Pk 200 sur 440 Km) et tronçon 4 (Tindouf- Gara Djebilet sur 135 Km) et ce, en raison du caractère d'infrastructures d'intérêt général et d'envergure nationale et stratégique de ces travaux précise le texte. Les terrains concernés par la déclaration d'utilité publique, représentent une superficie totale de 2.449 hectares (ha), 49 ares (a) et 81 centiares (ca), et sont situés dans les territoires des wilayas de Béchar (commune de Mechraâ Houari Boumediène avec une superficie de 129 ha, 13 a et 52 ca), Béni Abbès (commune de Tabelbala avec une superficie de 889 ha, 8 a et 99 ca) et Tindouf (communes d'Oum El Assel et Tindouf avec une superficie de 1.431 ha, 27 a et 30 ca). Les crédits nécessaires aux indemnités à allouer au profit des intéressés pour l'opération d'expropriation des biens et droits réels immobiliers, au titre de l'opération relative à la réalisation de ce projet, doivent être disponibles et consignés auprès du Trésor public, est-il souligné dans le décret exécutif.

MILA/ SENSIBILISATION AUX RISQUES DE BAINNADE DANS LES BARRAGES MILA

Lancement depuis le barrage de Béni-Haroun d'une campagne nationale

Une campagne nationale de sensibilisation aux risques de baignade dans les barrages a été lancée samedi dans la localité d'Annouch Ali à Grarem Gouga (Mila) sur les berges du barrage de Béni-Haroun par l'Agence nationale des barrages et transferts.

La 9ème édition de cette initiative nationale a connu la participation des différents intervenants dont la Protection civile, les services des Ressources en eau et la société civile. Intervenant à l'occasion tenue au camp de jeunes de la localité d'Annouch Ali, le directeur-général de l'ANBT, Messaoud Maatar a rappelé qu'un lourd bilan de 150 victimes de noyade dans des barrages a été enregistré au cours des 10 dernières années dont la majorité sont des enfants et des jeunes âgés de 7 à 32 ans. Le même cadre a souligné que de janvier

2024 à ce jour, trois noyades ont été enregistrées dans des barrages à Tlemcen, Médéa et Tipasa. L'intensification des actions de sensibilisation de l'ensemble des intervenants reste la solution la plus efficace pour contenir ce phénomène devant la difficulté de surveiller les vastes aires des barrages à l'instar de celui de Béni Haroun qui s'étend sur plus de 40 km², a ajouté M. Maatar. Les actions menées par l'ANBT de concert avec les secteurs de l'Education nationale, des Affaires religieuses et des médias ont contribué à la baisse des cas de noyade à 10

cas, a ajouté le responsable relevant la nécessité d'appuyer cela par des patrouilles de surveillance des plans d'eau. Des activités culturelles et sportives et des concours ont ponctué cette initiative de sensibilisation des écoliers et acteurs de la société civile aux risques liés à la baignade dans les barrages. Le directeur-général de l'ANBT a indiqué à la presse en marge de la manifestation que le taux de remplissage des barrages du pays s'élève à 39,5 %, précisant que ce taux atteint 65 % à l'Est du pays, 27 % au Centre et 17 % à l'Ouest du pays.

LUTTE CONTRE LES INCENDIES À BOUIRA

Plus de 1.000 éléments de la Protection civile mobilisés

Un effectif de 1.050 éléments de la Protection civile est mobilisé à Bouira durant la campagne de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes de cette année, s'étendant du 1er mai courant au 31 octobre prochain, selon un responsable de ce corps constitué. S'exprimant au cours d'une conférence de presse animée conjointement avec les directions des services agricoles (DSA) et des travaux publics (DTP), ainsi que la

conservation des forêts, le directeur de la Protection civile à Bouira, le lieutenant-colonel Abdelkader Chergui, a fait savoir qu'au total, 1050 éléments de ce corps constitué, tous grades confondus, sont mobilisés pour participer à la campagne de lutte contre les feux de forêts. Ces moyens humains seront appuyés par plus de 40 camions de lutte contre les incendies et plus de 40 ambulances, selon les chiffres

communiqués par ce responsable qui assure que toutes les dispositions ont été prises en prévision de la campagne de lutte contre les feux de forêts. Il a également indiqué que la wilaya de Bouira, dispose actuellement de 25 unités de la Protection civile, dont une unité principale basée au chef-lieu de la wilaya, ainsi que des unités de Daira et plusieurs postes avancés, qui « travaillent 24h sur 24h ». « Chaque unité de wilaya peut de-

mander de l'aide et du renfort des wilayas limitrophes ou à l'échelle nationale, selon le besoin et l'ampleur des incendies », a expliqué la même source. Il a ajouté qu'une demande a été introduite par ses services pour demander « l'installation d'un détachement régional à Bouira ». Une demande motivée par l'important couvert végétal et forestier de la wilaya et qui nécessite plus de protection, a-t-il dit.

GHARDAÏA

Départ du 1^{er} contingent de pèlerins vers les Lieux Saints de l'Islam

Le premier contingent des pèlerins issus des wilayas de Ghardaïa et El Meniaâ s'est envolé, samedi après midi, depuis l'Aéroport Moufdi Zakaria (Ghardaïa), à destination des Lieux Saints de l'Islam en Arabie Saoudite, pour s'acquitter des rites du Hadj pour la saison 1445H/2024. Ce premier groupe qui compte 250 pèlerins (hommes et femmes), a été salué à son départ par les autorités locales de la wilaya de Ghardaïa dans un climat festif et organisationnel exemplaire. Les autorités locales, sous la conduite du wali de Ghardaïa,

Abdellah Abinouar, se sont enquis des conditions organisationnelles mises en place au niveau des mosquées choisies pour accueillir les pèlerins avant leurs départs, ainsi que les procédures de transit et également les dispositions prises pour garantir le transport des futurs hadjis vers l'Aéroport "Moufdi Zakaria" (Ghardaïa). L'ensemble des pèlerins interrogés par l'APS ont exprimé leur satisfaction quant à l'organisation exemplaire de l'opération de départ au niveau de l'Aéroport de Ghardaïa après une absence de plus dix ans. Pour le directeur de

l'Aéroport "Moufdi Zakaria", Mohamed Slatnia, cinq (5) vols prendront le départ depuis l'Aéroport "Moufdi Zakaria" (Ghardaïa) à destination des Lieux Saints de l'Islam à bord d'avions d'Air Algérie qui devront assurer dans ce cadre, le transport de 1.250 hadjis issus des wilayas de Ghardaïa et El Meniaâ. Les autorités aéroportuaires de Ghardaïa appuyées par les différents partenaires notamment la société civile ont mis en place un système organisationnel pour faciliter les procédures d'embarquement aux hadjis, signale-t-on.

MÉDÉA

D'importants moyens mobilisés pour la campagne moisson-battage

D'importants moyens logistiques sont mobilisés à Médéa, au titre des préparatifs de la campagne moisson-battage 2024 qui devrait commencer début juin, a fait savoir mardi un responsable de la direction des services agricoles. Près de quatre cent engins agricoles (moissonneuses batteuses-bateleuses et camions) sont réquisitionnés pour la campagne moisson battage avec la mise en place d'un planning de travail qui concerne l'ensemble des parcelles céréalières réalisées au niveau de la wilaya

et pour éviter des retards susceptibles de pénaliser les exploitants agricoles, a indiqué le directeur des services agricoles (DSA) par intérim, Ahmed Lamine Zirari, lors d'une réunion consacrée au secteur de l'agriculture. Le même responsable a fait part également de l'ouverture de vingt-quatre (24) points de collecte de céréales à travers les communes pour faciliter l'acheminement de la production vers ces points de stockages et réduire la pression sur le grand centre de collecte de Berrouaghia relevant de la coopérative

commerciale de légumes secs (CCLS). Une superficie de 130 mille hectares a été emblavée au titre de la campagne labours-semailles, soit un taux de réalisation des objectifs tracés par la direction des services agricoles de l'ordre de 113%, a rappelé M. Lamine Zirari. Cette performance est consécutive, d'une part, aux apports pluviométriques enregistrés aux mois d'octobre et novembre de l'année passée, qui ont incité les céréaliculteurs à travailler leurs terres dès le lancement de la campagne, et d'autre part, à l'accès gratuit

aux semences et intrants assurés par les pouvoirs publics dans le cadre de l'indemnisation des agriculteurs impactés par la sécheresse de 2023, a-t-il expliqué. L'irrégularité des précipitations durant les quatre premiers mois de l'année en cours, principalement pendant les mois de mars et avril, a impacté plusieurs parcelles de céréales situées dans la partie sud et sud-est de la wilaya, a relevé le DSA. Ce manque de pluviométrie ne devrait pas avoir de grandes conséquences sur la production de céréales dans la wilaya, a-t-il noté.

RAPPORT DE SUIVI DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE

Investir dans les données pour une croissance diversifiée

La croissance de l'Algérie a été robuste en 2023, et l'inflation a commencé à décélérer. La croissance du PIB s'est accélérée pour atteindre 4,1%, soutenue par celle du secteur des hydrocarbures, la production de gaz naturel ayant compensé les réductions successives des quotas de production de pétrole brut.

3^e partie et fin

En 2023, et malgré le resserrement des subventions aux produits céréaliers, l'appréciation du dinar et la baisse des prix à l'importation, l'inflation a été soutenue par la forte croissance des prix des viandes et poissons. Cependant, au premier trimestre 2024, elle a ralenti à 5,0% en glissement annuel, le plus bas niveau en trois ans, du fait de la forte baisse des prix des fruits et légumes frais et du ralentissement des prix des viandes, notamment à la suite de l'autorisation des importations de viande à la fin-2023. Les autorités ont continué de soutenir un taux de change stable en 2023 et au début de 2024. Pour atténuer l'inflation importée, et après quatorze années consécutives de dépréciation, la Banque d'Algérie (BdA) a soutenu une appréciation de 6,6% par rapport au dollar américain entre juillet et décembre 2022. Depuis décembre 2022, la BdA a soutenu un taux de change officiel à peu près stable par rapport à l'euro et au dollar, tandis que le dinar s'est apprécié de 5,2% par rapport au yuan chinois, ce qui a entraîné une appréciation du taux de change effectif nominal (pondéré par le poids des partenaires commerciaux de l'Algérie) et du taux de change effectif réel (également corrigé des différentiels d'inflation). La politique monétaire reste accommodante et le crédit au secteur privé s'est redressé au T4-2023, mais la croissance de la masse monétaire a tout de même continué de ralentir. Les taux d'intérêt nominaux restent inchangés à 3% depuis mai 2020, ce qui signifie que les taux directeurs réels (corrigés de l'inflation) sont nettement négatifs. En avril 2023, la Banque d'Algérie a rétabli le taux des réserves obligatoires de 2 à 3%, revenant au niveau de la fin 2020, afin de réduire les pressions inflationnistes. Cependant, la croissance de la masse monétaire a décéléré chaque trimestre, atteignant 6,0% en glissement annuel au quatrième trimestre 2023, contre 14,5% un an plus tôt. Après une moyenne de 3,6% en 2021 et 2022, la croissance du crédit au secteur privé a atteint 7,3 % en glissement annuel au deuxième semestre 2023, soit la plus rapide en cinq ans. Conjuguée à l'augmentation simultanée des importations d'équipements et de véhicules, la forte croissance du crédit au secteur privé suggère le relâchement d'une consommation privée latente.

Perspectives et risques

La croissance du PIB resterait vigoureuse, malgré la réduction des quotas de l'OPEP et une production agricole limitée. La croissance devrait rester robuste en 2024, portée par le dynamisme continu du secteur hors hydrocarbures. Dans le scénario de référence, la croissance globale devrait s'établir à 2,9%, soutenue par la croissance non extractive, projetée à 3,4%, tandis que le secteur extractif devrait se contracter de 0,5%.¹⁹ La consommation privée resterait dynamique alors que les salaires et les transferts publics continueraient d'augmenter, ce qui stimulerait le secteur des services, en particulier dans les secteurs fournissant les ménages. La croissance de l'investissement

ralentirait à mesure que les dépenses publiques d'investissement seraient consolidées, tel qu'anticipé dans le cadre budgétaire à moyen terme du gouvernement, ce qui serait partiellement compensé par le dynamisme de l'investissement privé. Cela entraînerait un ralentissement de la croissance de la production industrielle mais ralentirait également la croissance des importations. La contribution globale des exportations nettes resterait négative, la croissance des importations ralentissant mais les exportations d'hydrocarbures se contractant également. D'après les premières données météorologiques et de croissance des cultures, la production agricole devrait rester limitée en 2024 (Encadré 3). La croissance repartirait à la hausse en 2025 et 2026 avec la reprise des quotas de production pétrolière et de la production agricole. L'investissement et la production industrielle continueraient de ralentir quelque peu en 2025 et 2026 à mesure que la consolidation de l'investissement public se poursuivrait, même si l'investissement privé reste dynamique. Le secteur tertiaire resterait dynamique en 2025 et ralentirait légèrement avec la consommation privée en 2026. La production agricole devrait se redresser après les épisodes de sécheresse successifs, ce qui contribuerait à une croissance plus rapide en 2025. La production de gaz naturel augmenterait modérément, les nouveaux projets d'exploitation des gisements compensant le déclin des champs existants, et l'assouplissement des quotas de production de pétrole brut de l'OPEP permettrait une reprise de la production de produits pétroliers. Les plans d'investissement substantiels de la Sonatrach visant à moderniser les opérations pétrolières et gazières en amont, à adopter des innovations technologiques et à stimuler les industries pétrochimiques, y compris la production de plastiques et d'engrais, améliorent également les perspectives de croissance à moyen terme.

Les soldes extérieurs et budgétaires seront de nouveau sous pression

Le compte courant devrait passer sous l'équilibre en 2024 et les réserves se stabiliser. Dans le scénario de référence, les prix des hydrocarbures et les volumes d'exportation diminuent en 2024, tandis que les importations continuent de croître à un rythme décroissant, l'investissement et la consommation privés restant dynamiques, et la faiblesse de la production agricole maintenant la demande de céréales importées à un niveau élevé. Les exportations d'hydrocarbures se redresseraient en 2025 et se stabiliseraient en 2026, mais les importations augmenteraient plus rapidement, creusant le déficit du compte courant. Les réserves de change se stabiliseraient et resteraient à un niveau confortable, avant de diminuer, passant d'un pic de 16,1 mois d'importations en 2023 à 8,4 mois d'importations d'ici 2026 dans le scénario de référence. Le déficit budgétaire augmenterait en 2024, avant un certain degré de consolidation budgétaire en 2025 et 2026. Les recettes budgétaires d'hydrocarbures diminueraient encore, surcompensant

l'augmentation des recettes fiscales. Du côté des dépenses, la hausse des dépenses courantes entraînée par la dernière vague d'augmentations salariales contrasterait avec une consolidation des dépenses d'investissement, stabilisant les dépenses globales en 2024. En 2025 et 2026, la poursuite de l'assainissement des dépenses d'investissement entraînerait une légère diminution des dépenses. Avec la diminution de l'épargne pétrolière, l'augmentation continue du déficit se traduirait de plus en plus par une augmentation de la dette, qui dépasserait les 55% d'ici 2026. La structure de la dette souveraine de l'Algérie reste toutefois confortable, car elle est presque entièrement détenue et libellée sur le marché intérieur, à des échéances à long terme et à des taux d'intérêt réels négatifs. Ce dernier point implique cependant un transfert notable de ressources des épargnants nationaux vers l'État. Les prix des hydrocarbures dans un contexte d'incertitude géopolitique posent des risques importants. Les prix des hydrocarbures restent le principal risque pesant sur les équilibres budgétaires et extérieurs, les besoins de financement prévisionnels soulignant l'importance d'un rééquilibrage budgétaire progressif. Les prix du pétrole se sont stabilisés à 83,6 dollars en 2023 et les exportations d'hydrocarbures de l'Algérie sont restées stables tout au long de l'année. D'autre part, les importations se sont redressées, creusant le déficit de la balance courante hors hydrocarbures et rendant les soldes extérieurs plus sensibles aux variations des prix mondiaux du pétrole. De même, la forte augmentation des dépenses publiques en 2023 et 2024, concentrée sur des dépenses rigides telles que les salaires, a creusé le déficit budgétaire hors hydrocarbures et accru la sensibilité des soldes budgétaires aux prix mondiaux du pétrole. Par conséquent, ces prix représentent des risques importants, à la hausse comme à la baisse, pour les perspectives macroéconomiques algériennes, en particulier dans un environnement d'incertitude géopolitique accrue. Les évolutions du conflit au Moyen-Orient, des quotas de l'OPEP et de la demande mondiale en particulier pèsent sur les prix mondiaux du pétrole. Si les réserves de change de l'Algérie restent confortables, les besoins anticipés de financement budgétaire appellent des politiques de dépenses publiques prudentes et un rééquilibrage budgétaire progressif. Comme il est peu probable que l'investissement public redevienne le moteur de la croissance économique, l'accélération des investissements du secteur privé hors hydrocarbures reste une priorité. Les risques associés aux prix mondiaux des hydrocarbures soulignent l'importance de soutenir la diversification en accélérant les investissements du secteur privé dans les secteurs autres que les hydrocarbures et, parallèlement, de renforcer le cadre de politique macroéconomique en augmentant les sources d'exportation et les recettes budgétaires hors hydrocarbures. La loi régissant les hydrocarbures de 2019, la loi relative à l'investissement 2022, la loi monétaire et bancaire de 2023, l'adhésion formelle à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), la

loi portant sur le foncier économique de 2023 et le lancement de réformes des banques publiques²⁰ visent tous à stimuler l'investissement et à améliorer la diversification. Le renforcement de ces efforts, notamment en s'assurant que ces mesures contribuent effectivement à stimuler l'environnement des affaires, est d'autant plus important que l'investissement public, auparavant moteur de la croissance de l'Algérie, est de plus en plus limité par des dépenses courantes rigides²¹ et en expansion rapide. (Encadré 5). La poursuite de l'amélioration des systèmes de données soutiendrait l'investissement et l'élaboration des politiques. Les sources alternatives de données utilisées dans le présent rapport, telles les données satellites sur le développement des cultures ou l'éclairage nocturne, représentent un complément utile aux statistiques économiques et sociales usuelles. En 2023 et 2024, les efforts de numérisation dans l'administration algérienne ont été renforcés, tout comme certaines publications de la Banque d'Algérie et de l'ONS, avec notamment le premier rebasage du PIB. Néanmoins, l'amélioration de la disponibilité, de la granularité et de l'actualité des données économiques officielles, notamment en ce qui concerne l'activité, l'investissement et le marché du travail, reste de la plus haute importance. Des systèmes de données améliorés soutiendraient le passage vers une budgétisation axée sur les résultats et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. Cela fournirait également des données économiques précises et exhaustives aux chercheurs et analystes, aux investisseurs nationaux et internationaux potentiels, ce qui atténuerait l'incertitude économique et favoriserait l'investissement. Les récentes sécheresses et feux de forêt soulignent la sensibilité de l'Algérie et de la région au changement climatique. Au cours de la dernière décennie, les températures historiquement élevées et les faibles précipitations ont ralenti la croissance de la production agricole, en particulier ces dernières années. Au-delà de ces impacts immédiats, les projections de température et de précipitations accompagnant le changement climatique suggèrent également que les niveaux de production pourraient diminuer de façon permanente et que la variabilité augmenterait, à mesure que les rendements et les surfaces cultivables diminueraient. Les risques liés au changement climatique vont au-delà de l'agriculture, comme l'ont démontré les récents feux de forêt. Ils englobent également l'accès à l'eau dans un contexte de précipitations plus faibles et plus variables et d'impacts potentiels sur la santé, soulignant l'importance des efforts visant à accroître l'offre — y compris via les investissements massifs en cours dans les stations de dessalement — et à renforcer la gestion de la demande. Les risques liés aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles peuvent être atténués par l'adaptation et le financement de la gestion des risques de catastrophe afin d'accroître la résilience humaine et économique et de protéger les progrès récents en matière de développement.

Source : Banque mondiale

TRANSPORT

La compagnie libyenne Berniq Airways annonce l'achat de 6 Airbus

Berniq Airways, compagnie privée fondée en 2018, souligne que plusieurs autres accords seront signés avec l'avionneur européen dans plusieurs domaines, dont la formation, la maintenance et la sécurité. La compagnie aérienne privée libyenne Berniq Airways a récemment annoncé avoir signé un accord avec le constructeur aéronautique Airbus pour l'achat de 6 avions A320neo et A321neo. Indiquant que cet accord a été signé au siège d'Airbus à Toulouse (France), elle n'a toutefois divulgué ni la valeur du contrat, ni les délais de livraison des appareils. Elle a cependant fait savoir que d'autres accords seront signés avec l'avionneur européen dans plusieurs domaines, dont la formation, la maintenance et la sécurité. Basée à Benghazi, la 2ème plus grande ville de Libye, Berniq Airways a entamé ses activités en 2021. Elle assure des vols intérieurs vers la ville de Labraq (Est) ainsi que vers Tripoli, Misrata et Zintan (Ouest). Elle propose également des vols quotidiens et hebdomadaires vers la Tunisie, l'Égypte, la Turquie, le Soudan, l'Arabie saoudite et Dubaï.

FORUM ÉCONOMIQUE TUNISO-POLONAIS

Les opportunités d'investissement à l'examen

Le commerce avec la Pologne recèle un potentiel inexploité de l'ordre de 211 millions de dinars. Ce forum vise non seulement à approfondir les relations commerciales entre la Tunisie et la Pologne, mais surtout à accroître les flux d'investissement entre les deux pays.

Organisé conjointement par la Conect, l'ambassade de Tunisie à Varsovie et l'ambassade de Pologne en Tunisie, le forum tuniso-polonais a été marqué par la présence d'une vingtaine d'hommes d'affaires polonais qui sont venus prospecter les possibilités d'investissement en Tunisie. Les rencontres B2B qui se sont déroulées, en marge du forum, ont permis de rapprocher les hommes d'affaires des deux pays. «Ce forum est une première étape. Il sera suivi d'une deuxième rencontre qui aura lieu au mois de novembre prochain en Pologne. L'objectif est d'approfondir les relations commerciales entre la Tunisie et la Pologne, mais surtout d'accroître les flux d'investissement dans les deux pays, notamment l'investissement industriel», a déclaré Aslan Berjeb, président de la Conect. Des valeurs et des intérêts communs Il a ajouté, lors de la séance d'ouverture,

que ce forum vise aussi à explorer les moyens de développer les liens commerciaux entre les entreprises tunisiennes et polonaises. «Je suis convaincu qu'avec votre dévouement, la relation entre la Tunisie et la Pologne gagnera un nouvel élan dans de nombreux secteurs», a-t-il poursuivi. Mettant l'accent sur la relation amicale et historique qui lie les deux pays, le président de la Conect a affirmé que les relations tuniso-polonaises sont fondées sur des valeurs et intérêts communs, tels que la protection des droits économiques, l'ouverture des marchés et l'encouragement des investissements locaux et étrangers. Il a, en outre, mis en exergue l'évolution significative qu'ont connue les échanges économiques entre les deux pays, au cours des dernières années. «Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour diversifier et accroître nos relations commerciales et d'investissement. Il existe un potentiel de croissance dans des domaines,

tels que les technologies vertes et les énergies renouvelables, la santé et les produits pharmaceutiques, la construction et les infrastructures, l'innovation numérique, le tourisme, l'agroalimentaire, la fabrication avancée, les composants automobiles, l'emballage, le textile et bien d'autres. La Tunisie, avec son expertise avérée dans ces domaines, peut devenir un partenaire essentiel», a-t-il enchaîné. Soulignant que la Pologne possède une expertise bien reconnue dans divers secteurs, tels que les sciences, les services, les industries et la technologie, Berjeb a mis l'accent sur les opportunités prometteuses de coopération dans ces domaines. «Nous sommes convaincus que la collaboration dans ces secteurs peut devenir un pilier crucial de notre partenariat, et nous devrions explorer ensemble la possibilité d'augmenter les échanges professionnels entre les entreprises tunisiennes et polonaises», a-t-il ajouté.

ÉGYPTE

Le confiseur Mars compte investir 250 millions \$ d'ici 2025

Le marché de la confiserie représente l'un des principaux segments de l'industrie alimentaire mondiale. En Égypte, les perspectives favorables du secteur au niveau local fournissent un environnement favorable aux investissements privés. En Égypte, la filiale locale du groupe agroalimentaire américain Mars, spécialisée dans les confiseries, projette d'investir 250 millions \$ au cours des 18 prochains mois

pour accroître la capacité de transformation de son unité basée dans la ville du 6 octobre. C'est ce qu'a révélé Osama Hellal, directeur de l'usine le 23 mai. Selon le responsable, cette enveloppe sera utilisée pour financer l'installation de 2 nouvelles lignes de fabrication pour porter la capacité de production annuelle à 40 000 tonnes à terme contre un niveau s'élevant actuellement à 25 000 tonnes.

« Nous disposons actuellement de 6 lignes de production et fabriquons environ 150 gammes de produits différents. L'extension prévue permettra de mettre 15 nouveaux types de produits sur le marché local d'ici le début de l'année 2025 », ajoute M. Hellal. Cette démarche de l'entreprise est à inscrire dans un contexte où le marché des confiseries est promis à une croissance continue au cours des prochaines années.

Selon les données compilées par la plateforme Statista, les ventes de confiseries devraient générer près de 3 milliards \$ dans le pays des pharaons en 2024, avec une croissance moyenne prévue pour s'afficher à 5,56 % par an jusqu'en 2028. À partir de l'Égypte, la filiale locale du groupe Mars exporte également ses produits dans plus de 40 pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Europe.

La sécurité des aéroports sera renforcée par la TSA américaine

L'exploitation des équipements fournis par l'US TSA devrait aider à mieux relever les défis sécuritaires des aéroports égyptiens, et les préparer aux perspectives de croissance pour les années à venir. La US Transportation Security Administration et l'Égypte ont annoncé un partenariat qui permettra à l'agence gouvernementale américaine de fournir

au pays d'Afrique du Nord des équipements de sécurité aéroportuaire modernes. Les États-Unis apporteront de même le soutien technique et la formation nécessaires pour améliorer les capacités de l'aviation civile égyptienne en matière de sécurité. L'exploitation de ces équipements devrait aussi aider à réduire le délai d'attente des passagers et faciliter les procé-

dures. Les conventions signées prévoient de même la fourniture « des moyens de soutien et d'expertise » nécessaires pour réaménager le terminal 3 de l'aéroport international du Caire. En raison de flux touristiques importants, les aéroports égyptiens enregistrent le trafic passager le plus important du continent, ce qui explique la pression constante et la récurrence des défis

sécuritaires sur ces plateformes. En 2023, les aéroports égyptiens ont en effet accueilli près de 47 millions de passagers. Ces apports devraient entre autres aider le pays à mieux affronter les futures contraintes qui résulteront de la forte croissance annoncée pour le secteur aérien.

ARABIE SAOUDITE

Le fonds souverain saoudien envisage de réorganiser sa gestion dans un contexte de restrictions budgétaires

Le fonds souverain d'Arabie saoudite, d'une valeur de 925 milliards de dollars, envisage une réorganisation qui pourrait permettre aux gestionnaires d'assumer certaines responsabilités internes du gouverneur Yasir Al-Rumayyan, ont déclaré à Reuters des personnes au fait du dossier. Le Fonds d'investissement public (PIF) vise à se concentrer davantage sur les investissements qui ont le plus de

chances de réussir, ont déclaré ces personnes, après avoir réduit certains de ses "giga-projets" phares en raison de l'augmentation des coûts. Il espère également attirer davantage d'investissements étrangers dans certains projets, ont déclaré deux des sources. Une troisième source a indiqué qu'elle pourrait également revoir certaines dépenses, notamment les missions de conseil coûteuses. Le

fonds, principal véhicule des plans du prince héritier Mohammed bin Salman visant à orienter l'économie saoudienne hors du pétrole, possède un portefeuille tentaculaire d'investissements allant des fermes de dattes aux conglomérats multinationaux. Le dirigeant de facto de l'Arabie saoudite a déversé des centaines de milliards de dollars par l'intermédiaire du PIF dans des projets tels que NEOM,

un projet de développement urbain et industriel massif d'une taille proche de celle de la Belgique, qui doit être construit le long de la côte de la mer Rouge. The Line, une ville futuriste entre des murs en miroir s'étendant sur 170 km dans le désert à l'intérieur de NEOM, fait partie des projets qui ont été révisés en raison de l'augmentation des coûts.

MAURICE

La BAD accorde un prêt de 240 millions \$ pour soutenir l'économie

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé le 22 mai 2024 à Abidjan, un prêt de 240 millions de dollars américains à l'Île Maurice pour mettre en œuvre la deuxième phase du Programme d'appui à la compétitivité et à la résilience économiques.

«Après l'approbation et la réalisation de la première phase du Programme en 2023, cette deuxième phase a pour objectif de continuer à appuyer l'amélioration de la diversification et la compétitivité de l'économie, en vue de renforcer la résilience et parvenir à une croissance plus inclusive et durable. Le programme proposé doit ainsi soutenir la reprise économique après la pandémie de Covid-19, à travers de vastes réformes pour améliorer l'environnement des affaires et dans le secteur réel », a déclaré Kennedy Mbekeani, responsable pays de la Banque africaine de développement à Maurice. Le programme prévoit de soutenir plusieurs mesures gouvernementales. Il s'agit de l'approbation par le gouvernement du projet de loi sur la pêche, un projet de loi-

cadre visant à combler les lacunes de la législation actuelle, en particulier dans les domaines de la pêche non réglementée et de l'application des sanctions. Cela contribuera à dynamiser le secteur de la pêche et offrira aux Mauriciens de nouvelles opportunités d'emploi et de revenus. Une autre mesure concerne l'approbation de la Feuille de route et du Plan stratégique pour les secteurs relevant de l'agriculture et de l'élevage 2024-2030. Cette mesure se concentre sur trois domaines principaux : augmenter la production pour une sécurité alimentaire résiliente ; promouvoir une production durable et résiliente et ; promouvoir l'entrepreneuriat et l'agro-industrie. La deuxième phase du programme accompagnera également l'installation de

panneaux solaires sur les toits (kits solaires de 1,5 kilowattheure) pour les ménages modestes. Les bénéficiaires obtiendront une réduction de 75 kWh sur leur facture d'électricité mensuelle pendant 20 ans. L'objectif est non seulement de promouvoir la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais également de contribuer à réduire la pauvreté pour ce type de clients. Les bénéficiaires directs du programme sont le ministère mauricien des Finances, de l'Économie, du Plan et du Développement et plusieurs autres ministères en charge des domaines couverts par l'opération. Le secteur privé, pour sa part, bénéficiera de meilleures opportunités d'investissement dans l'agro-industrie.

GABON

1 944 milliards FCFA de ses exportations hors-pétrole en 2023

L'objectif des autorités gabonaises est de diversifier l'économie pour en réduire la dépendance au secteur pétrolier ainsi qu'aux importations globales. Les exportations gabonaises hors pétrole se sont chiffrées à 1 944 milliards FCFA en 2023 selon les services douaniers. C'est -15,5% comparés aux revenus générés par cette catégorie globale de produits exportés en 2022, soit 2 222,7 milliards FCFA. 32,7% du total des exportations du pays, elles ont majoritairement été constituées de manganèse (18,8% pour des recettes de 1 113,6 milliards FCFA), de bois sciés et ouvrages de bois (8,4% pour 495,8 milliards FCFA) et de produits dérivés du pétrole (2,6% pour 153,6 milliards FCFA). Les exportations d'huile de palme ont rapporté 58,7 milliards FCFA, tandis que celles de ferro-silico-manganèse, de caoutchouc naturel et d'or brut ont respectivement rapporté 21, 12,3 et 8,5 milliards FCFA. Le Gabon veut dynamiser des volets de son économie autres que le secteur pétrolier pour atteindre ses objectifs de développement, comme le préconise son Plan National de Développement pour la Transition qui prévoit que les activités non pétrolières tireront principalement la croissance économique sur la période 2024-2026, à hauteur de 3,3%.

KENYA

Un accord de 3,6 milliards \$ pour l'autoroute Nairobi-Mombasa

L'infrastructure s'étalera sur 440 km, et reliera la capitale Nairobi à la ville portuaire de Mombasa qui sert de hub commercial à plusieurs autres pays d'Afrique de l'Est. Everstrong Capital, une société américaine de gestion d'actifs dans le domaine des infrastructures, a signé un accord de 3,6 milliards de dollars avec l'Autorité nationale

kényane des autoroutes (KNHA) pour la construction d'une voie rapide reliant les deux plus grandes villes du pays, a rapporté Bloomberg ce jeudi 23 mai 2024, citant un communiqué de l'organisme kényan. Cet accord a été annoncé en marge de la visite d'Etat de quatre jours qu'effectue le président kényan William Ruto aux Etats-Unis depuis le 20

mai dernier. Il porte sur la construction d'une autoroute à péage de 440 km reliant la capitale Nairobi à la ville portuaire de Mombasa, qui sert de hub commercial à plusieurs autres pays d'Afrique de l'Est. La voie rapide connue sous le nom d'Usahihi (correctement, en swahili) se composera de quatre à six voies et traversera une vaste réserve naturelle. Elle sera construite

et exploitée par Everstrong Capital dans le cadre d'un partenariat public-privé, ce qui permettra de ne pas alourdir l'endettement du Kenya. « La construction de l'autoroute Usahihi ne pose aucun risque financier pour le gouvernement kényan, car elle est structurée de manière à fonctionner indépendamment du budget de l'Etat et devrait être financièrement autonome », a

souligné la KNHA dans son communiqué. Fondée en 2015, Everstrong Capital investit essentiellement dans les secteurs de l'énergie et de l'électricité, du transport, de la communication, de l'eau, des soins de santé et du logement en Afrique subsaharienne. Elle dispose de bureaux de représentation au Kenya et en Afrique du Sud.

ÉTHIOPIE

43 millions \$ du Fonds africain de développement pour les jeunes et les femmes

Le Conseil d'administration du Fonds africain de développement, le guichet de prêts concessionnels du Groupe de la Banque africaine de développement, a approuvé à Abidjan, un don de 42,86 millions de dollars à l'Éthiopie pour mettre en œuvre le Projet de développement des petites et moyennes entreprises agricoles pour l'emploi. Destiné à stimuler la croissance et la productivité des micros, petites et moyennes entreprises dirigées par des jeunes et des femmes, le projet se concentre sur l'amélioration de l'accès au financement, la fourniture de services de développement des entreprises et le renforcement de l'environnement propice à l'entrepreneuriat.

Le projet bénéficie de plusieurs autres financements : 10 millions de dollars de la Banque de développement d'Éthiopie et 6,24 millions de dollars du gouvernement éthiopien. Ces apports considérables pour cette initiative prometteuse vont permettre d'éliminer les obstacles d'accès au financement pour les jeunes et les femmes entrepreneurs en Éthiopie. Le projet permettra d'améliorer la croissance et la productivité de plus de 8 000 micros, petites et moyennes entreprises (MPME) dirigées par des jeunes et des femmes. Soulignant la nature transformationnelle du projet, le directeur général adjoint de la Banque africaine de développement pour l'Afrique de l'Est, Abdul Kamara

a déclaré : « Les interventions du projet arrivent à point nommé et soutiendront des réformes sectorielles majeures qui contribueront à renforcer le cadre stratégique et institutionnel pour l'inclusion financière, la jeunesse et le développement de l'entrepreneuriat dirigé par les femmes en Éthiopie ». Le projet comprend deux piliers. L'un vise à élargir l'accès au financement et aux services non financiers pour les MPME agricoles dirigées par des jeunes et des femmes, avec un renforcement des capacités institutionnelles des principaux prestataires de services non financiers. Il aidera non seulement les institutions financières à accroître leurs prêts aux MPME agri-

coles dirigées par des jeunes et des femmes, mais il améliorera également la qualité et les divers services offerts par les principaux prestataires de services d'entrepreneuriat des secteurs public et privé. Ces améliorations visent à accroître la qualité des services de développement des entreprises et à promouvoir des liens plus solides entre les différents prestataires de services. Martha Phiri, directrice du Développement humain à la Banque africaine de développement a confirmé que « le projet axé sur les jeunes et les femmes entrepreneurs contribuera énormément à faire progresser le programme de croissance inclusive et les engagements de la Banque en matière de genre ».

LA FED FAIT VACILLER LES MARCHÉS

Le CAC 40 recule de 0,9% sur la semaine

La Bourse de Paris termine ce vendredi et donc la semaine sous les 8.100 points. La tendance a été minée par les incertitudes des investisseurs sur le calendrier des futures baisses de taux de la Fed.

La Bourse de Paris termine la semaine sur une note terne. Le CAC 40 cède 0,09%, bloqué sous les 8.100 points à 8.094,97 points. L'indice parisien a limité la casse après la publication de l'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan. Les opérateurs ont été attentifs au sous-indice des anticipations d'inflation à un an, qui se sont avérées inférieures aux attentes, à 3,3% contre des estimations initiales à 3,5%. Mais en rythme hebdomadaire la tendance est restée clairement négative, avec un CAC 40 qui termine en repli (-0,89%) et ce pour la deuxième semaine consécutive. La macroéconomie a indubitablement dominé les débats boursiers. Les Minutes publiés par la Fed mercredi soir ont été le point de départ de ces craintes, puisque certains membres de l'insitution ont même évoqué la possibilité de resserrer davantage la politique monétaire au cas où l'inflation restait encore tenace. Un constat qui a été étayé par de solides statistiques américaines publiées jeudi notamment sur le front de l'activité du secteur privé, ce qui repousse l'échéance d'une première baisse de taux de la Fed. Les bonnes nouvelles sont désormais interprétées comme mauvaises et inver-

sement. "Cette semaine a mis en lumière la psychologie particulière qui anime la dynamique des marchés dans des périodes dépourvues d'événements macroéconomiques significatifs. Cette semaine, les investisseurs ont tenté d'analyser les nouvelles disponibles - des minutes de la Réserve fédérale aux données PMI en passant par les résultats de Nvidia", remarque Florian Ielpo, responsable de recherche macroéconomique chez Lombard Odier Investment Managers. "Les actions ont affiché des performances stables ou négatives, la vigueur des indicateurs économiques ayant conduit à une réduction des attentes en matière de baisses de taux de la Fed, affectant à la fois les obligations et les actions", résume-t-il. A noter que les marchés américains sont légèrement mieux disposés à finir la semaine sur une meilleure note après leur repli de la veille. A la clôture des marchés européens, le Dow Jones gagne 0,3%, le S&P 500 s'adjuge 0,7% quand le Nadsaq rebondit de 1% avant un week-end prolongé puisque le lundi 27 mai sera férié pour le Memorial Day.

Compagnie des Alpes tout schuss

A Paris, l'actualité des entreprises est

encore clairsemée. En tête du CAC 40, on retrouve Renault (+5,2%) soutenu par une note d'UBS qui a abandonné sa recommandation à vendre pour la passer à neutre. Vusiongroup a rendu 10%, après une attaque du fonds spéculatif Shadowfall, qui accuse l'ex-SES-imagotag d'irrégularités comptables, selon l'agence Dow Jones. L'entreprise a réagi auprès de BFM Bourse à ces attaques et dénonce cette "nouvelle manipulation de marché", qui est selon elle "totalement sans fondement".

Du côté des moyennes et petites entreprises, Compagnie des Alpes a grimpé de 8,4%, après une solide publication semestrielle et le relèvement de son principal indicateur de rentabilité pour l'ensemble de son exercice décalé 2023-2024. Sur les autres marchés, l'euro reprend 0,35% à 1,0850 dollar. Les cours pétroliers rebondissent. Le contrat de juillet sur le Brent de mer du Nord gagne 1% à 82,14 dollars le baril, tandis que celui de même échéance sur le WTI s'adjuge 1,1% à 77,72 dollars le baril.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 23 Mai 2024
Valeur : 27 Mai 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4950	134.5100
1	EUR	EURO		145.5774	145.6205
1	GBP	POUND STERLING		171.2004	171.2631
100	JPY	JAPANESE YEN		85.8022	85.8282
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5651	18.5674
1	CHF	SWISS FRANC		147.0694	147.1502
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.2863	98.3260
1	DKK	DANISH KRONE		19.5280	19.5313
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.5537	12.5575
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5774	12.5821
1	AED	UAE DIRHAM		36.6132	36.6273
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8577	35.8674
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.8092	438.4289
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.8942	43.3253
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6104	13.6119
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4760	27.6167
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5412	3.5416
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.0511	178.0511

Le G7 met en garde contre la volatilité excessive des devises

Les dirigeants financiers des pays du G7 mettent en garde contre les fluctuations monétaires trop volatiles et désordonnées, selon un projet de communiqué consulté par Reuters. "Nous réaffirmons nos engagements de mai 2017 en matière de taux", peut-on lire dans ce texte. Les dirigeants financiers

du G7, actuellement réunis à Stresa, en Italie, sont d'accord pour dire qu'une volatilité excessive et des fluctuations désordonnées des devises ne sont pas souhaitables et que les pays ont le pouvoir d'agir sur le marché lorsque les taux deviennent trop volatils. Tokyo a fait valoir que cet accord lui donnait la liberté

d'intervenir sur le marché des changes pour contrer les fluctuations excessives du yen. Dans leur communiqué de mai 2017, les dirigeants financiers jugeaient qu'"une volatilité excessive et des mouvements désordonnés des taux peuvent avoir des conséquences néfastes sur la stabilité économique et financière".

MARCHÉ

Le gendarme boursier européen veut mettre fin au grand bazar dans les données financières

Le régulateur européen des marchés financiers lance une consultation sur un projet d'outil destiné à assurer le même niveau d'information aux investisseurs du Vieux continent. L'Autorité européenne des marchés financiers (Esma) a annoncé jeudi le lancement d'une consultation pour recueillir les avis des professionnels de la finance sur la création d'une plateforme européenne commune de données de marchés. Le projet d'une "consolidated tape", ou flux de données consolidé en français, permettrait d'offrir le même niveau d'information à tous les acteurs des marchés en Europe. Cela vise, à terme, à remplacer le système actuel, fragmenté en plus de 300 plateformes d'exécution de transactions

sur les marchés cotés en Europe, comme les opérateurs boursiers Euronext, Deutsche Borse, ou Bolsa y Mercados Espanoles (BME). En comparaison, il y en a une vingtaine aux Etats-Unis, alors même que le marché boursier y est bien plus important que sur le Vieux continent. Ces places d'exécution "sont des endroits où des échanges sont enregistrés, effectués ou alors où l'on déclare des transactions qui ont été faites ailleurs". Or, leur multiplicité "rend la vie des participants de marchés compliquée", explique Eglantine Desautel, directrice générale d'EuroCTP, start-up candidate pour être l'un des futurs opérateurs d'une "consolidated tape" européenne, via une licence qui sera attribuée ultérieurement par l'Esma, à travers un appel d'offres.

Un niveau d'information complet

Ces données permettent par exemple d'avoir "une vue sur un carnet d'ordres, de savoir combien de personnes sont positionnées à l'achat ou à la vente et de laisser voir où est le meilleur prix", explique Eglantine Desautel. Pour s'assurer d'un niveau d'information complet, aujourd'hui les investisseurs doivent s'appuyer sur plusieurs fournisseurs de données pour obtenir une vue complète et le plus en temps réel possible des marchés financiers européens. Ce nouvel outil permettrait aux investisseurs de "se positionner avec la même information pour tous", résume Eglantine Desautel. Chaque classe d'actifs aura sa propre plateforme (actions et ETF, obliga-

tions, produits dérivés), précise-t-elle. Les projets autour de la création d'une "consolidated tape" se font dans le cadre d'une directive européenne, MiFiD II (Markets in Financial Instruments Directive) et le règlement qui lui est associé MiFiR (Markets in Financial Instruments Regulation), visant à améliorer le fonctionnement des marchés financiers européens qui sont sous l'autorité de l'Esma. Les acteurs des marchés financiers sont invités à se prononcer sur le type de données à recueillir et les règles auxquelles devront se soumettre les fournisseurs de ces plateformes. La consultation est ouverte jusqu'au 28 août et aboutira ensuite à une proposition de l'Esma de normes techniques d'ici fin décembre.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Elon Musk veut créer un supercalculateur pour sa start-up xAI

Le milliardaire espère rattraper son retard sur ses rivaux dans le domaine de l'IA. Le milliardaire Elon Musk veut créer un supercalculateur pour accompagner le développement de sa start-up xAI, dédiée à l'intelligence artificielle (IA).

«Lors d'une présentation aux investisseurs en mai, Musk a déclaré qu'il souhaitait que le supercalculateur soit opérationnel d'ici l'automne 2025 et qu'il se tiendrait personnellement responsable de sa livraison à temps», indique le site spécialisé The Information ce samedi 25 mai. «Elon Musk a déclaré publiquement que sa startup d'intelligence artificielle xAI aura besoin de 100.000 semi-conducteurs spécialisés pour former et exécuter la prochaine version de son IA conversationnelle Grok», souligne le site. Il est ainsi précisé qu'Elon Musk a déclaré aux investisseurs qu'«une fois terminés, les groupes de puces connectés» du fabricant Nvidia «seraient au moins quatre fois plus grands» que ce qui existe actuellement,

comme ceux «construits par Meta Platforms pour entraîner ses modèles d'IA». xAI pourrait s'associer au géant de la tech Oracle, croit également savoir The Information.

Rattraper ses rivaux

Ce supercalculateur «nécessiterait de dépenser des milliards de dollars et d'avoir accès à suffisamment d'énergie. Mais cela pourrait aider la start-up d'un an à rattraper ses rivaux plus âgés et mieux financés, qui prévoient également des clusters de puces IA de taille similaire pour l'année prochaine et des clusters beaucoup plus grands dans le futur», relève encore le site spécialisé. Début novembre, Elon Musk a présenté «Grok», un chatbot d'IA générative

comme ChatGPT ayant un accès en temps réel «aux connaissances du monde via la plateforme X», un «avantage unique et fondamental» selon le site de xAI. Le dirigeant de Tesla, SpaceX, X (anciennement Twitter) et Neuralink a créé xAI en juillet 2023, en réaction notamment à l'ascension d'OpenAI, qui a popularisé l'intelligence artificielle (IA) générative. Il avait pourtant cofondé OpenAI en 2015 avec Sam Altman et d'autres personnes, avec des statuts d'organisation à but non lucratif et dans le but de faire de la recherche dite «open source», et de ne pas laisser Google dominer cette technologie majeure. Mais il avait ensuite claqué la porte, et fait désormais partie des plus virulents critiques de la société.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Nouveau record de chaleur à Mexico, avec 34,7 degrés

La capitale du Mexique a battu samedi un nouveau record de chaleur à 34,7 degrés Celsius, a annoncé le service météorologique national, au moment où le pays est aux prises avec une vague de chaleur qui a fait 48 morts depuis mars. "Dans l'après-midi (de samedi), a été enregistrée la température la plus élevée depuis le début des statistiques, à l'observatoire de Tacubaya, dans la ville de Mexico", a indiqué le service dans un communiqué. "Le précédent record est de 34,4 C, observé le 24 mai, à la même station",

ajoute le texte. Le Mexique a enregistré 48 décès dus à une forte vague de chaleur observée depuis mars dernier, a déclaré le gouvernement vendredi. Selon un rapport épidémiologique du ministère de la Santé, incluant des données allant jusqu'au 21 mai, 956 personnes ont vu leur santé affectée par les températures élevées à des degrés divers. L'Etat de Veracruz (est), qui borde le Golfe du Mexique, a enregistré le plus grand nombre de décès, avec 14 morts, suivi de celui de Tabasco (sud), San Luis Potosi (nord) et Ta-

maulipas (nord-est), avec huit chacun. En 2023, un nombre record de 419 décès attribués à la chaleur avait été établi au cours des près de huit mois de la saison chaude au Mexique, selon les statistiques officielles. Les scientifiques de l'Université nationale autonome du Mexique ont averti mercredi que la chaleur pourrait encore s'intensifier au cours des deux prochaines semaines et continuer à battre des records. La chaleur intense a provoqué des pénuries de bouteilles d'eau et de pains de glace dans les magasins de la ca-

pitale mexicaine et sa banlieue, où vivent quelque 22 millions d'habitants, combinée à des vents faibles, a aussi augmenté la pollution atmosphérique dans la mégalopole. Au niveau mondial, selon le dernier bilan de l'observatoire européen Copernicus, depuis juin de l'an dernier, tous les mois ont battu leur propre record mensuel de chaleur. Avril 2024 ne fait pas exception avec une température moyenne de 15,03 C, soit 1,58 C plus élevée qu'un mois d'avril normal dans le climat de l'ère pré-industrielle (1850-1900).

FRANCE

L'augmentation de la taxe foncière devrait être modérée en 2024

Après des hausses importantes en 2023, de nombreuses villes maintiennent leurs taux cette année ou les augmentent de façon plus raisonnable, relève l'enquête annuelle du cabinet FSL. Après des hausses importantes en 2023, la taxe foncière devrait moins augmenter cette année. Les grandes villes - plus de 100.000 habitants - et leurs groupements ont décidé d'augmenter de 1,2% en moyenne leur taxe foncière cette année, et elles sont plus nombreuses qu'en 2023 à maintenir leur taux inchangé, selon l'enquête annuelle du cabinet FSL. Et les villes de 40.000 à 100.000 habitants sont encore plus raisonnables cette année, selon l'étude parue cette semaine, qui compile chaque printemps les décisions des collectivités. Un léger soulagement à venir comparé à des hausses ressenties comme fortes en 2023, notamment à Paris où le taux était passé d'un coup de 13,5% à 20,5%, soit une augmentation de 52%. Malgré cette

hausse massive, Paris a toujours le deuxième taux le plus faible parmi les grandes villes, après Boulogne-Billancourt (15,09%).

+0.6% dans les villes moyennes

De leur côté, Angers, Caen, Dijon, Le Havre, Montpellier et Nîmes ont des taux supérieurs à 50%, avec un record de 65,79% pour Grenoble. Aucune de ces villes n'a augmenté ses taux cette année. Au total, 34 grandes villes sur 42 (81%) ont maintenu leurs taux en 2024, remarque FSL, après 76% en 2023 et 69% en 2022. Hors Paris, la hausse moyenne est de 1,6% après 1,7% l'an dernier. En comptant Paris, la hausse avait atteint un record de 10,9% l'an dernier. Cette année, les villes les plus gourmandes sont Nice (+19,2%), Saint-Étienne (+15%), Nancy (+14,5%), Annecy (+14,1%) et Villeurbanne (+10%). Dans les 154 villes de 40.000 à 100.000 habitants, le

taux de taxe foncière «évolue très modérément», note FSL, +0,6% en moyenne, après +1,3% en 2023, +0,9% 2022, +0,8% en 2021 et +0,4% en 2020. Cent trente et une de ces villes, soit 85%, ont maintenu leur taux en 2024, 18 l'ont augmenté (12%) et 5 l'ont diminué. Les contribuables devant payer la taxe foncière subiront cependant tous une hausse de 3,9% cette année, même dans les communes qui n'ont pas augmenté leur taux. Quelles que soient les décisions locales, la taxe est en effet relevée chaque année du montant annuel de l'inflation. Le calcul s'effectue au mois de novembre précédant l'année d'imposition, en prenant en compte l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) européen, proche généralement de l'indice national. Avec la baisse de l'inflation, les 3,9% de cette année sont cependant éloignés des 7,1% de hausse de 2023, et la hausse devrait encore se réduire en 2025.

FERMETURE DU DARIÉN

La Colombie «ne serait pas d'accord»

La Colombie "ne serait pas d'accord" avec une fermeture de la jungle du Darién, route migratoire majeure vers les Etats-Unis à la frontière avec le Panama, a affirmé samedi son ministre des Affaires étrangères, alors que le président-élu panaméen en a fait l'une de ses promesses de campagne. "C'est une conversation qui doit se poursuivre, mais la Colombie ne serait évidemment pas d'accord avec la fermeture des frontières et encore moins celle de la frontière du Darién parce que nous voyons que, au contraire, ce que nous devons offrir, ce sont des débouchés plus humains pour la population qui traverse cette zone", a déclaré le chef de la diplomatie colombienne Luis Gilberto Murillo, cité par l'AFP. José Raul Mulino, élu président du Panama voisin le 5 mai, a promis durant sa campagne de "fermer" aux migrants cette région inhospitalière traversée en 2023 par plus de 520.000 personnes. Il s'est également engagé le 9 mai à renvoyer les migrants qui transiteraient par la jungle depuis la Colombie, en route vers les Etats-Unis.

SOMMET TRILATÉRAL

Les Premiers ministres chinois et japonais attendus en Corée du Sud

Les Premiers ministres chinois et japonais sont attendus dimanche à Séoul où est prévu lundi un sommet trilatéral avec le président sud-coréen pour une première rencontre à ce niveau depuis cinq ans. Li Qiang pour la Chine et Fumio Kishida pour le Japon doivent d'abord s'entretenir séparément avec le président Yoon Suk Yeol après leur arrivée dans la capitale de la Corée du Sud. Un sommet trilatéral est ensuite programmé lundi, ce qui constituerait une première à ce niveau diplomatique depuis cinq ans. Les discussions devraient tourner autour de sujets économiques plutôt que de questions géopolitiques, selon des experts. "Une déclaration commune est actuellement en discussion", a relevé un responsable du cabinet de M. Yoon, précisant que Séoul tenterait "dans une certaine mesure" d'y inclure les problèmes sécuritaires de la région.

KIA EV3

SUV compact électrique au grand cœur

Kia a officiellement levé le voile sur son EV3. Un SUV électrique compact qui devrait faire ce que ses grands frères - les EV6 et EV9 - ont fait avant lui : casser les codes dans son segment !

À l'instar des deux autres « EV », le nouvel EV3 est basé sur la plateforme E-GMP de Kia. Leurs gabarits différents démontrent combien cette architecture est modulaire. Plus menu que les EV6 et EV9, l'EV3 n'est pas « petit » pour autant. Avec une longueur de 4m30, une largeur de 1m85 et une hauteur de 1m56, il s'apparente à un Kia Niro un peu plus robuste.

Certes, avec un habitacle tout aussi spacieux, voire plus. En effet, son empattement (2m68) est identique à celui du Kia Sportage. On peut donc imaginer l'espace à l'arrière. Offrant de 460 à 1.250 litres (une fois la banquette rabattue), il ne ferait pas mauvaise figure dans le segment C non plus. Ce n'est cependant pas le volume de coffre le plus généreux que nous ayons vu jusqu'à présent, et il faudra composer avec un double plancher (et un seuil de chargement affleurant ou non) pour tirer le meilleur parti des capacités de chargement de l'EV3. S'y ajoute, à l'avant, un autre coffre de 25 litres. Et si cela ne suffit pas, l'attache-remorque, en option, permet de tracter jusqu'à 1 tonne.

Il n'y a pas non plus de raison de se plaindre à l'avant grâce à la console centrale complètement ouverte qui augmente considérablement le volume de rangement et la sensation d'espace. Pour que vous vous y sentiez bien, les Coréens ont habillé l'ensemble de tissus et de matériaux doux. Kia parle même de "salon" et va jusqu'à proposer une table basse (le plateau de la console centrale s'escamote pour devenir une sorte de table). Pour-quoi pas !

Une convivialité qui sera agrémentée, d'ici la fin de l'année, par les services de streaming que Kia prévoit d'ajouter à son système d'infodivertissement à l'instar de Tesla qui propose déjà Netflix & Chill à bord. Le système multimédia, intégralement repris de l'EV9, se compose dans



l'EV3 d'un écran de 5 pouces pour régler la climatisation, serti entre deux dalles de 12,3 pouces, l'une pour le tableau de bord, l'autre - tactile - pour gérer l'infodivertissement.

Opposites United

En termes de style, l'EV3 s'est clairement inspiré de l'EV9, notamment en ce qui concerne la face avant, mais s'en différencie par des angles et des surfaces beaucoup plus nombreux. Trop peut-être ? Nous vous laissons seuls juges. Mais au-delà des goûts personnels, c'est l'efficacité aérodynamique qui est en jeu. Grâce,

entre autres, au volet actif dans le bouclier avant, au spoiler de coffre plus étiré et à la forme de type boat-tail (avec une proue plus large que la poupe), le vent est dirigé autour de la carrosserie avec le moins de résistance possible.

Résultat ? Un Cx de 0,27 (0,267 pour être précis). Une valeur favorable au généreux rayon d'action annoncé à 600 kilomètres (WLTP). Du moins pour la version Long Range et sa grande batterie lithium-ion de 81,4 kWh (nets) et de type NMC (Nickel, Manganèse, Cobalt). Kia travaille sur une alternative LFP (lithium fer phosphate), apparemment pas prête à temps pour le lancement de l'EV3. La variante Standard

Range se dote elle aussi d'une batterie NMC d'une capacité de 58,3 kWh (nets également) qui devrait tout de même permettre de parcourir 410 kilomètres. La recharge s'annonce moins mirobolante, cependant. En effet, l'EV3 s'en tient à une architecture en 400 volts (par opposition au système en 800 volts des EV6 et EV9), ce qui signifie qu'il vous faudra patienter davantage au chargeur rapide.

Avec la version Long Range, la puissance maximale atteint 128 kW en courant continu, tandis qu'avec la version Standard Range, cette dernière est réduite à 102 kW. Sur courant alternatif, le chargeur embarqué peut recharger jusqu'à 11 kW. Toutefois, Kia a déjà fait savoir que l'EV3 sera également capable de faire le plein jusqu'à 22 kW en option d'ici 2026. Il est toutefois intéressant de noter que l'EV3 pourra être utilisé comme batterie domestique, puisqu'il permet, en plus de l'habituelle fonction V2L (Vehicule to load), de relier le véhicule à la maison (V2H) et au réseau (V2G). Dans un premier temps, l'EV3 sera exclusivement équipé d'un moteur synchrone de 204 ch et 284 Nm entraînant les roues avant. Kia a cependant déjà laissé entendre que des versions avec deux moteurs suivraient, y compris une véritable GT.

Kia poursuit en disant que nous pouvons nous attendre à des assistances électroniques "premium" telles qu'un régulateur de vitesse adaptatif avec changement de voie automatique ou un assistant de stationnement avancé. Sur le plan dynamique, la fonction iPedal 3.0 permettra un contrôle plus fin de la conduite à une pédale, tandis que vous devriez pouvoir faire appel à l'assistant vocal Chat GPT pour toutes vos questions de la vie quotidienne.

Il faudra attendre novembre et l'arrivée du Kia EV3 en concessions en Belgique pour vérifier le bon fonctionnement de ces systèmes et constater dans quelle mesure il restera sous la barre des 40.000 euros...

AUDI RS Q8

En quête d'un record !

Le SUV Audi RS Q8 va être restylé et le prototype qui dévale le Nürburgring à haute vitesse se pare d'un camouflage spécial avec, imprimé dessus, le tracé de la Nordschleife. Le but de ces essais pour ce prototype est de battre de record du tour du Porsche Cayenne Turbo GT.

Audi veut parvenir à battre le record du tour de la Nordschleife (circuit de 20 832 m) avec un SUV. C'est pourquoi la marque aux anneaux se sert d'un prototype de l'Audi RS Q8 restylé

pour parvenir à ses fins. Ce modèle s'habille d'un beau camouflage qui représente la piste de la Nordschleife et toutes les parties du circuit y sont répertoriées. Mais le but de ce prototype n'est pas de montrer son beau camouflage (d'autres prototypes disposent d'ailleurs d'un habillage similaire) mais de battre le record de la piste de 20 832 mètres détenu jusqu'à présent par un Porsche Cayenne Turbo GT qui a réalisé un temps de 7 min 38 s 9*. Pour le moment, nos

chasseurs de scoop nous indiquent que le SUV Audi est loin de parvenir à réaliser un temps équivalent. Afin de battre le record, la marque aux anneaux va devoir encore travailler sur son SUV et surtout attendre de meilleures conditions météorologiques. Quoi qu'il en soit, la marque entame la dernière partie de ses tests de mise au point pour cet Audi RS Q8 restylé qui devrait être dévoilé pendant l'été pour une commercialisation en fin d'année ou au début 2025.



INDUSTRIE DE SANTÉ

Comment repenser la formation du personnel à l'aune de l'industrie 4.0

La crise sanitaire a mis en exergue notre manque de souveraineté. Le secteur de l'industrie de la santé a particulièrement été pointé du doigt et a cristallisé la désindustrialisation de la France. En effet, en l'espace de 15 ans, la France est passée de leader européen de la production de médicaments à la 5e place et 40% des médicaments commercialisés dans l'UE sont produits hors d'Europe.

Face à ce constat sombre, les pouvoirs publics ont massivement soutenu des plans de relocalisation et de réindustrialisation afin de permettre la production de produits de santé sur notre territoire. Cependant, cette réindustrialisation se déroule dans un contexte très particulier : les industriels sont confrontés simultanément à une nouvelle révolution industrielle faisant appel aux nouvelles technologies (IoT, Big Data, IA...) et à une pénurie de personnel qualifié d'une ampleur inédite. Comment les industries de santé s'adaptent-elles à l'orée de la quatrième révolution industrielle ? De quelle façon repenser les formations des salariés, à travers le prisme des nouvelles technologies ? En prenant l'exemple de la région Hauts-de-France, cette dernière concentre une filière santé qui a pour particularité de donner une place prépondérante aux métiers de la production industrielle.

La quatrième révolution industrielle, ou industrie 4.0

Le Conseil National de l'Industrie définit l'industrie du futur comme : « l'ensemble de transformations des systèmes de production permises par les nouvelles technologies, qui permettent à l'industrie de gagner en compétitivité et en flexibilité et d'innover mais aussi de répondre aux nouvelles exigences environnementales et sociales. Cette filière regroupe le secteur des machines et solutions industrielles intelligentes (mécanique, électrique, électronique, numérique, robotique, fabrication additive...) ainsi que l'offre digitale. L'objectif est d'accompagner la montée en gamme et la compétitivité de l'industrie française. ».

Cette définition met ainsi en avant le vrai bouleversement des pratiques dans le milieu industrie, et tout particulièrement dans le milieu de la santé qui est soumis à des contraintes réglementaires très strictes.

Les industries de la santé sont ainsi particulièrement intéressées par l'apport des outils numériques et du traitement des données. Les logiciels de pilotage de la production (MES) permet une meilleure synchronisation des maillons de la chaîne de production et d'éviter les goulots d'étranglement. L'exploitation des données permet également de mieux traiter les signaux faibles et agir en conséquence. Par exemple, trois sites pilotes de Novartis proposent une détec-



tion précoce des dérives de pH et de température grâce à l'intelligence artificielle, permettant de corriger le tir au plus vite et éviter de dépasser seuil où le lot devrait être détruit, permettant des économies.

Si les avantages semblent évidents, les entreprises de la santé restent encore peu avancées dans la transition par rapport aux autres industries (automobile, aéronautique...)

D'après l'enquête du GIE Eurasanté auprès de l'écosystème régional Hauts-de-France des industries de santé, moins de la moitié (44%) des entreprises interrogées ont initié leur transition vers l'industrie 4.0. Ce relatif retard s'explique notamment par les investissements importants pour acquérir les nouveaux outils de production, mais il se traduit également par un retard dans la formation des salariés aux enjeux de l'industrie du futur.

Un vrai bouleversement des besoins en formation

Le secteur industriel fait face à une véritable pénurie de personnel et un turnover important. L'industrie pharmaceutique a été l'un des rares secteurs à voir son nombre de salariés augmenter lors de la crise sanitaire. En 2021, environ 11% des postes proposés dans le secteur pharmaceutique n'étaient pas pourvus. Le secteur n'atti-

rant pas particulièrement les plus jeunes dont seulement 28% d'entre eux déclarent envisager de travailler dans les entreprises du médicament.

Les enjeux de formation sont ainsi doubles : il faut adapter la formation aux évolutions des pratiques et des contraintes réglementaires et réussir à rendre la formation pertinente pour un public qui n'est pas sensibilisé aux enjeux de l'industrie de santé. Il y a donc une urgence à repenser la formation des salariés, en changeant complètement de paradigme pour intégrer les outils numériques et mettre l'accent sur la pratique et proposer une vraie stratégie d'onboarding.

Ces enjeux de formation étant intimement liés à la transition vers l'industrie 4.0, de nombreuses solutions numériques proposent à la fois des outils de suivi de production et un volet formation pour les salariés.

C'est par exemple ce que propose la société Picomto, basée dans la région lilloise. Picomto propose de digitaliser les opérations de production en permettant de se baser sur les outils numériques pour former les salariés et pour contrôler la production.

Toujours dans une optique de formation, nous voyons émerger des outils utilisant des jumeaux numériques (digital twins) de l'usine pour proposer des modules de formation aux salariés. C'est par exemple la proposition de valeur

d'Hakobio, qui, en partenariat avec le groupe de formation IMT, propose aux industriels de créer un jumeau numérique de leur entreprise pour ensuite simuler la chaîne de production au plus près de la réalité du terrain et donc mieux former les salariés.

L'apport de l'IA est pour le moment assez limité dans l'offre de formation, mais son utilisation devrait se populariser. En effet, l'un des principaux défis de la formation des salariés réside dans "l'adaptive learning", l'adaptation du programme de formation aux acquis du salarié et à ses besoins spécifiques.

Dans cette optique, l'IA est un outil puissant afin de personnaliser l'expérience des salariés et proposer une formation la plus efficace possible.

Ainsi, l'industrie de santé est en pleine transformation et sa digitalisation est une étape importante pour assurer la compétitivité de l'industrie française. Le numérique s'impose à la fois dans les outils de production, mais également dans les outils de formation. Si cette transition reste pour le moment timide dans le secteur de la santé, il y a un vrai enjeu à accompagner l'industrie dans ce virage et surtout investir dans la formation des salariés, qui resteront les éléments les plus importants de la chaîne de production.

Source ActuIA

Puissant poison			Sièges	Hippiques	Métal	Réprimande	Détruis	Cantine huppée
Fruste							Tresser	Général sudiste
						Immuable		
						Perdue		
Confiserie		Prénom féminin	Possessif	Ristournes				
					Mioches Particule qui renforce le qui			
Festin				Valse				Golfe marin
Ville du Nevada				Chaine de télé française				Anneaux pour cavalier
			Petit meuble de salon				Île française	
							Métamorphose	
Avancée	A l'intérieur				Vagabondait			
	Exécute				Rognon			
							Département	
					Roue à gorge		Id est	
Acteur français (Jean)		Pronom personnel Habitant d'une ville du midi de la France			Merveille	Contesta		Intermédiaire
				Sou		Dieu celte		
				Lapidaire				
Plante ornementale			Épais				On le respire	
Mouvement compulsif			Haute coiffure				Créateur	
			Salve		Imaginares		Prairies Petite étendue d'eau	
Doctrines fondées sur la propriété collective								Pétillant Italien
Entre l'URSS et la Russie			Âpre			Nivelé		
			Ouvre la panse		Inusités Premier continent connu			
Avertie	Existera							Moutard
	Rouspéteur							
						Écrivain français (Eugène)	Pour la balle de golf	
Paragraphe		Orateur grec	Beaucoup			Espace pour boxeurs		
					Enduit Déchif-frai		Flamme	Note de musique On le donne en musique
Aurore			Rivière bretonne			Pâtisserie		
Empester						Sélénium		
			Plante herbacée			Derrière		
Bramé			Axe mécanique					Équerre

GRÈVE DES CONTRÔLEURS AÉRIENS EN FRANCE

Air Algérie annonce des perturbations de ses vols samedi et dimanche

Les vols de la compagnie aérienne nationale, Air Algérie, en provenance et à destination de l'aéroport de Paris Orly (France), connaîtront des perturbations, samedi et dimanche, en raison d'un mouvement de grève des contrôleurs aériens en France. « En raison d'un mouvement de grève des contrôleurs aériens les 25 et 26 mai 2024 en France, Air Algérie annonce des perturbations dans son programme de certains vols en provenance et à destination de l'aéroport de Paris Orly », précise ce samedi un communiqué de la compagnie. Air Algérie s'excuse auprès de ses clients pour les désagréments occasionnés par cette situation et les invite à contacter son centre d'appels pour toute information complémentaire.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 27 mai 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ACCIDENTS DE LA ROUTE

10 morts et 195 blessés en 24 heures

Dix (10) personnes ont trouvé la mort et 195 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers différentes régions du pays, selon un bilan rendu public dimanche par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de M'sila où cinq morts et quatre blessés ont été déplorés, suite à une collision entre deux véhicules légers et un autobus dans la daïra de Ain Lahdjel, précise la même source. Le bilan de la Protection civile fait état également du décès de deux personnes, intoxiquées au monoxyde de carbone émanant d'un chauffage à l'intérieur de leur domicile dans la wilaya de Batna, relevant que les équipes de secours de la Protection civile sont intervenues pour prodiguer des soins de première urgence à trois autres personnes, incommodées par le monoxyde de carbone à l'intérieur de leur domicile familial dans la wilaya de Constantine. Par ailleurs, les plongeurs de la Protection civile ont repêché le corps sans vie d'un adolescent de 13 ans, noyé dans une réserve d'eau dans la wilaya de Guelma. Selon la même source, l'explosion d'une bouteille de gaz GPL d'un véhicule à l'intérieur d'un atelier de réparation mécanique a causé la mort d'une personne (carbonisée), et des brulures de 3ème degré à deux autres personnes dans la wilaya de Tlemcen. En outre, les équipes de secours de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction d'un incendie qui s'est déclaré à l'intérieur d'un appartement ayant causé des gênes respiratoires à trois personnes à Bordj Bou Arreridj.

SURETÉ D'ALGER

Saisie d'une importante quantité de drogue et de psychotropes et arrestation de 6 individus

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé, dans des opérations distinctes, à la saisie d'une quantité de drogue et de comprimés psychotropes et à l'arrestation de six (6) individus, a indiqué, dimanche un communiqué des mêmes services. "Les services de sûreté ont arrêté la semaine dernière six (06) individus activant dans le cadre de réseaux criminels organisés spécialisés dans le trafic illicite de drogues et de psychotropes", a précisé la même source. Ces opérations sont intervenues suite à "l'exploitation d'informations parvenues aux mêmes services concernant l'activité suspecte d'individus qui s'adonnent au trafic de drogue et de psychotropes au niveau de plusieurs quartiers d'Alger, suite à quoi, la police judiciaire a diligenté une enquête ayant permis l'identification des mis en cause", explique le communiqué. L'opération s'est soldée par "la saisie de plus de 2 kg de cannabis, 8.594 comprimés psychotropes et un montant de plus de 80 millions cts, outre la récupération d'un véhicule utilisé pour transporter ces drogues". Les mis en cause ont été présentés devant le parquet territorialement compétent, conclut la même source

MOISSON-BATTAGE 2023/2024

Une production de 60.000 quintaux de céréales attendue à Ghardaïa

Une production de près de 60.000 quintaux (QX) de céréales "sous pivot", toutes variétés confondues, est attendue dans la wilaya de Ghardaïa au titre de la campagne moisson-battage 2023/2024, lancée dimanche dans la wilaya, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA). Le coup d'envoi de la campagne a été donné par le wali Abdellah Abinouar dans une exploitation agricole privée d'une superficie de 300 hectares, au lieu-dit "Chaâbat El Sbaâ", dans la daïra de Metlili (70 km au sud/ouest de Ghardaïa). Une superficie globale de 1.486 hectares de la surface agricole utile (SAU) a été consacrée à la céréaliculture "sous pivot", dont 1.425 hectares réservés au blé dur, 31 hectares

au blé tendre et 30 hectares à l'orge, a indiqué à l'APS l'ingénieur en chef chargé des statistiques à la DSA, Khaled Djebrit, précisant que l'ensemble des superficies emblavées sont circonscrites dans les communes de Metlili, Mansoura, Zelfana et Guerrara. Un rendement moyen de plus de 50 quintaux à l'hectare pour le blé dur, 40 quintaux pour le blé tendre et 40 quintaux d'orge à l'hectare est attendu au titre de cette campagne, une fois moissonnée l'ensemble de la production qui sera collectée par la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS- Laghouat), a-t-on souligné. Une augmentation de la production a été enregistrée cette saison agricole par rapport à la saison dernière, marquée par une récolte de près de

50.000 quintaux, a fait savoir le même responsable, ajoutant que cette hausse est due à la disponibilité des semences de qualité et le suivi de l'itinéraire technique agricole. La surface sous pivot consacrée à la production céréalière a connu une courbe ascendante, estimée à plus de 21% depuis 2021, passant de 1.161 hectares à 1.486 hectares en 2024, a fait savoir M. Djebrit. Cette extension s'est effectuée suite à une sensibilisation permanente sur l'importance de ce secteur stratégique menée par les responsables locaux de l'agriculture et à la mise en valeur de nouveaux périmètres agricoles notamment dans la partie sud de la wilaya, a indiqué de son côté le DSA, Sid Ahmed Melahi.

COMMISSION CONJOINTE ALGÉRO-FRANÇAISE "HISTOIRE ET MÉMOIRE"

Les conclusions de la 5^e rencontre présentées aujourd'hui

Les conclusions de la 5e rencontre de la commission conjointe algéro-française "Histoire et Mémoire", tenue les 22 et 23 mai, seront présentées lundi à Alger. A cette occasion, la commission conjointe algéro-française "Histoire et Mémoire", animera à partir de 14H00, une

conférence de presse au siège du Centre des Archives nationales, lors de laquelle seront présentés les conclusions et résultats de la 5e rencontre de la commission conjointe algéro-française "Histoire et Mémoire". La 4e rencontre de la commission conjointe qui a eu lieu le 25

février dernier, avait permis à l'Algérie de recenser le patrimoine matériel pillé par le colonisateur français entre 1830 et 1962. Le coordonnateur de la Commission algérienne de l'histoire et de la mémoire, Mohamed Lahcen Zeghidi, avait auparavant indiqué que la commission,

après avoir visité les différents centres et institutions d'archives civiles et militaires spécialisés à Paris, "dispose désormais de toutes les informations nécessaires sur le patrimoine matériel pillé par le colonisateur français, tout au long de sa présence en Algérie".

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Attaf participe à Bruxelles à une réunion ministérielle arabo-européenne sur la question palestinienne

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, est arrivé, dimanche à Bruxelles (Belgique), pour participer à une réunion ministérielle arabo-européenne sur la question palestinienne, indique un communiqué du ministère. Cette réunion fait suite à la première édition tenue à

Riyad fin avril dernier avec la participation d'un groupe restreint de pays arabes et européens "dans le cadre d'efforts diplomatiques conjoints visant essentiellement à promouvoir la solution à deux Etats au conflit israélo-palestinien et à renforcer l'élan des reconnaissances diplomatiques de l'Etat de Palestine", a précisé la même source. "L'Algérie participe à cette réunion en sa qualité de membre arabe du Conseil

de sécurité et dans le cadre de ses démarches et efforts en faveur de la cause palestinienne, notamment pour mettre un terme à l'agression israélienne incessante contre Ghaza et pour faire avancer le dossier de l'admission de l'Etat de Palestine en tant que Membre de plein droit de l'ONU", a ajouté le communiqué.

DÉCÈS DU DIRECTEUR DE LA PUBLICATION DU QUOTIDIEN L'EXPRESS ZAHIR MEHDAOUI

Condoléances de la Direction générale de la Communication à la présidence de la République

La Direction générale de la communication à la Présidence de la République a présenté, dimanche, ses sincères condoléances suite au décès du directeur de la publication du quotidien l'Express Zahir Mehdaoui, après une longue maladie. "La Direction générale de la Communication à la Présidence de la République a appris, avec une profonde affliction, le décès du journaliste Zahir Mehdaoui, directeur de la publication du quotidien l'Express, des suites d'une longue maladie", lit-on dans le message de condoléances. En cette douloureuse épreuve, "la Direction générale de la Communication présente ses sin-

cères condoléances à la famille du défunt et à l'ensemble de la corporation médiatique, implorant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa Sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis. A Allah nous appartenons, à Lui nous retournons". Pour sa part, le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, a présenté, dimanche, ses sincères condoléances suite au décès du Directeur de la publication du quotidien l'Express, Zahir Mehdaoui. "Le ministre de la Communication, Dr Mohamed Laagab, a appris avec une immense tristesse et une profonde affliction le décès, samedi à l'âge de 54 ans, du journaliste et

Directeur de la publication du quotidien francophone l'Express, Zahir Mehdaoui", lit-on dans le message de condoléances. "En cette douloureuse épreuve, le ministre de la Communication présente ses sincères condoléances à la famille du défunt et à ses collègues de l'Express, les assurant de sa compassion et priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et de prêter patience et réconfort à ses proches. «A Allah nous appartenons, à Lui nous retournons», selon la même source. Zahir Mehdaoui a travaillé dans plusieurs journaux nationaux avant de diriger l'Express.